

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2019/201108]

Extrait de l'arrêt n° 36/2019 du 28 février 2019

Numéro du rôle : 6721

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 19 mars 2017 modifiant la législation en vue de l'instauration d'un statut pour les accueillants familiaux, ou, à titre subsidiaire, de ses articles 8, 9 (partiellement) et 10 (totalement), introduit par R.M. et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 août 2017 et parvenue au greffe le 29 août 2017, un recours en annulation de la loi du 19 mars 2017 modifiant la législation en vue de l'instauration d'un statut pour les accueillants familiaux (publiée au *Moniteur belge* du 5 avril 2017), ou, à titre subsidiaire, de ses articles 8, 9 (partiellement) et 10 (totalement) a été introduit par R.M., I.H., A.M. et l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », assistés et représentés par Me J. Fierens et Me M. Genot, avocats au Barreau de Bruxelles.

La demande de suspension des mêmes dispositions législatives, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n° 126/2017 du 19 octobre 2017, publié au *Moniteur belge* du 9 janvier 2018.

(...)

### II. *En droit*

(...)

#### *Quant aux dispositions attaquées*

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 19 mars 2017 modifiant la législation en vue de l'instauration d'un statut pour les accueillants familiaux (ci-après : la loi du 19 mars 2017) ou, subsidiairement, l'annulation :

- des mots « L'homologation peut uniquement être refusée si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant », figurant dans l'article 387*sexies*, alinéa 2, du Code civil, inséré par l'article 8 de la loi du 19 mars 2017;
- des mots « L'homologation ne peut être refusée que si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant », figurant dans l'article 387*septies*, alinéa 2, du Code civil, inséré par l'article 9 de la loi du 19 mars 2017;
- de l'article 387*octies* du Code civil, inséré par l'article 10 de la loi du 19 mars 2017.

B.1.2. L'article 8 de la loi du 19 mars 2017 insère, dans le Code civil, un article 387*sexies*, qui dispose :

« Les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux conviennent par écrit, à l'intervention de l'organe compétent en matière d'accueil familial, de la manière dont les parents ou le tuteur peuvent exercer leur droit aux relations personnelles prévu par l'article 387*undecies*, compte tenu des possibilités et des conditions de vie des parents.

Conformément aux articles 1253*ter*/4 et 1253*ter*/6 du Code judiciaire, l'accord peut être soumis à l'homologation du tribunal de la famille. L'homologation peut uniquement être refusée si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant.

Si les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux ne peuvent parvenir à un accord, le juge statue sur requête de la partie la plus diligente ».

B.1.3. L'article 9 de la loi du 19 mars 2017 insère, dans le Code civil, un article 387*septies*, qui dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux peuvent convenir, par écrit, avec l'intervention de l'organe compétent en matière d'accueil familial, d'également déléguer aux accueillants familiaux, complètement ou partiellement, y compris en dehors des cas d'urgence, la compétence de prendre les décisions importantes concernant la santé, l'éducation, la formation, les loisirs et l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant, à l'exception des droits et des devoirs relatifs à l'état de la personne de l'enfant. Les droits et les devoirs concernant l'administration des biens de l'enfant peuvent également être délégués aux accueillants familiaux par voie de convention.

La convention mentionne explicitement les droits et devoirs qui sont délégués aux accueillants familiaux en vue de l'exercice de l'autorité parentale. La convention fixe les modalités de l'exercice des compétences déléguées entre les parents et les accueillants familiaux.

§ 2. La convention est soumise pour homologation au tribunal de la famille, conformément aux articles 1253*ter*/4 et 1253*ter*/6 du Code judiciaire. L'homologation ne peut être refusée que si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant.

La convention homologuée ne peut pas porter préjudice à la durée de l'accueil familial fixée par les organes compétents en matière d'accueil familial ».

B.1.4. L'article 10 de la loi du 19 mars 2017 insère, dans le Code civil, un article 387*octies*, qui dispose :

« § 1<sup>er</sup>. À défaut de convention telle que visée à l'article 387*septies* et à condition que pendant au moins un an avant la demande, l'enfant ait été placé de manière permanente dans la famille des accueillants familiaux, les accueillants familiaux peuvent demander au tribunal de la famille de leur déléguer, également hors le cas d'urgence, en tout ou en partie, la compétence de prendre des décisions importantes concernant la santé, l'éducation, la formation, les loisirs et l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant, à l'exception des droits et devoirs relatifs à l'état de la personne de l'enfant. Les droits et devoirs relatifs à la gestion des biens de l'enfant peuvent également être délégués aux accueillants familiaux.

La demande est introduite conformément aux articles 1253*ter*/4 à 1253*ter*/6 du Code judiciaire.

Le jugement ne peut pas porter atteinte à la durée de l'accueil familial fixée par les organes compétents pour l'accueil familial.

Ils intentent leur action contre, selon le cas, les deux parents, le parent unique ou le tuteur de l'enfant.

§ 2. Le jugement ou l'arrêt mentionne explicitement les droits et devoirs qui sont délégués aux accueillants familiaux en vue de l'exercice de l'autorité parentale ».

B.1.5. Par ailleurs, l'article 20 de la loi attaquée rétablit l'article 7 de la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », dans la rédaction suivante :

« Art. 7. Le tribunal de la jeunesse peut statuer sur toutes les mesures en matière d'autorité parentale visées au livre Ier, titre IX, du Code civil, pourvu qu'il y ait une connexité entre celles-ci et les mesures de protection de la jeunesse qui ont été ordonnées ».

B.2.1. Par la loi du 19 mars 2017, le législateur entend créer un statut pour les accueillants familiaux, de façon à assurer la sécurité juridique des relations entre l'enfant accueilli, ses parents ou son tuteur et les accueillants, et à mettre un terme à « la confusion quant aux droits et obligations des parents d'accueil et [au] fait qu'ils n'ont pas la possibilité de faire valoir leur opinion » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0697/001, p. 7).

B.2.2. L'article 7 de la loi du 17 mars 2017, à l'encontre duquel aucun grief n'est formulé, insère, dans le Code civil, un article 387quinquies, qui organise le partage de certains attributs de l'autorité parentale entre les parents ou le tuteur et les accueillants, durant la période du placement de l'enfant. Cette disposition prévoit que les accueillants exercent le droit d'hébergement et le droit de prendre toutes les décisions quotidiennes relatives à l'enfant, et que les parents ou le tuteur gardent, sauf en cas d'extrême urgence, la compétence de prendre les décisions importantes relatives à la santé, à l'éducation, à la formation, aux loisirs et aux choix religieux et philosophiques de l'enfant.

*Quant à la recevabilité*

B.3.1. Le Gouvernement flamand fait valoir que le recours n'est que partiellement recevable, dans la mesure où les griefs exposés dans la requête ne portent que sur les articles 8, 9, 10 et 20 de la loi du 19 mars 2017.

Il estime en outre que la requête en intervention est irrecevable, dès lors que les griefs exposés par les parties intervenantes diffèrent des griefs exposés par les parties requérantes.

B.3.2. La Cour limite son examen aux dispositions de la loi attaquée contre lesquelles des griefs sont effectivement formulés.

B.3.3. Les griefs formulés par les ASBL intervenantes ne peuvent être examinés que dans la mesure où ils correspondent aux moyens formulés dans la requête. En effet, l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle ne permet pas, contrairement à l'article 85 de la même loi spéciale, que de nouveaux moyens soient formulés dans un mémoire en intervention.

*Quant aux moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences*

*En ce qui concerne le premier moyen des parties requérantes*

B.4. Les parties requérantes, jointes sur ce point par le Gouvernement de la Communauté française, prennent un premier moyen de la violation de l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Elles estiment que la loi attaquée et, singulièrement, ses articles 8, 9 et 20, portent atteinte à la compétence communautaire d'organiser le placement provisoire des enfants.

B.5.1. En vertu de l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution, les communautés sont compétentes pour les matières personnalisables. L'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée dispose que les matières personnalisables sont, en matière d'aide aux personnes :

« 1<sup>o</sup> la politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants;

[...]

6<sup>o</sup> La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire, à l'exception :

a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent;

b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11 et de l'article 11bis;

c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions;

d) l'exécution des peines prononcées à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction qui ont fait l'objet d'une mesure de dessaisissement, à l'exclusion de la gestion des centres destinés à accueillir ces jeunes jusqu'à l'âge de vingt-trois ans;

e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales.

[...] ».

B.5.2. La compétence des communautés en matière de protection de la jeunesse est donc assortie d'exceptions en ce qui concerne notamment les règles de droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, l'organisation des juridictions et la déchéance de l'autorité parentale.

B.6. L'avis rendu par la section de législation du Conseil d'État sur la proposition de loi indique :

« L'adoption des règles de droit civil et de procédure que contient la proposition de loi trouve son fondement, quant aux compétences, dans le pouvoir résiduel de l'autorité fédérale en matière de droit civil et judiciaire, ainsi que, dans la mesure où la proposition de loi concerne également les placements en familles d'accueil dans le cadre de la protection de la jeunesse, dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6<sup>o</sup>, a) et c), de la loi spéciale du 8 août 1980, [...] ».

Le texte adopté en commission et les amendements examinés demeurent dans la compétence de l'autorité fédérale en matière de droit civil sauf l'amendement n<sup>o</sup> 28, qui s'immisce dans la compétence communautaire d'organiser le placement provisoire de l'enfant; cet amendement outrepassé donc les compétences de l'autorité fédérale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/008, p. 4).

B.7.1. Les articles 8 et 9 de la loi du 19 mars 2017 ont pour objet de déterminer comment sont fixés les droits et devoirs respectifs, d'une part, des parents ou du tuteur de l'enfant et, d'autre part, des accueillants, en ce qui concerne l'exercice du droit aux relations personnelles et l'exercice de certains attributs de l'autorité parentale. Ils prévoient que, relativement à ces deux objets, les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux peuvent conclure une convention écrite. En cela, ils règlent le statut des accueillants et le partage de certains aspects de l'autorité parentale, et relèvent dès lors de la compétence du législateur fédéral en matière de droit civil.

B.7.2. Il est évident qu'en exerçant sa compétence en matière de « règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille » en vue de créer un statut pour les accueillants familiaux, le législateur fédéral fixe les droits et devoirs respectifs des parents ou du tuteur de l'enfant et des personnes qui l'accueillent, en ce qui concerne l'exercice de certains attributs de l'autorité parentale, et prend dès lors des dispositions qui ont une incidence sur la figure juridique du placement d'enfant en famille d'accueil, qui relève de la compétence des communautés. Il ne découle toutefois pas de cette seule constatation que le législateur fédéral se serait immiscé dans la compétence communautaire.

B.7.3. Au surplus, même s'il fallait considérer, ainsi que le soutiennent les parties requérantes, que les dispositions de la loi attaquée ont pour effet de créer une forme déguisée de déchéance de l'autorité parentale, il s'imposerait de constater qu'en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6<sup>o</sup>, e), de la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la déchéance de l'autorité parentale est une matière qui relève également des compétences de l'autorité fédérale.

B.8.1. Toutefois, à la différence des textes qui avaient été soumis au Conseil d'État pour avis, les articles 8 et 9 de la loi du 19 mars 2017 prévoient chacun l'intervention de l'organe compétent en matière d'accueil familial pour la conclusion de la convention portant sur l'exercice, par les parents ou par le tuteur, de leur droit d'entretenir des relations personnelles, et de la convention portant sur la délégation aux accueillants de certains attributs de l'autorité parentale. Le législateur fédéral met donc de nouvelles missions à charge des organes compétents en matière d'accueil familial, qui relèvent de la compétence des communautés. Il ne ressort pas du texte des dispositions attaquées que ces missions seraient facultatives, ainsi que le soutient le Conseil des ministres. Il apparaît au contraire que les organes communautaires compétents sont tenus d'intervenir dans la négociation menant à la conclusion des conventions conclues par les parents ou par le tuteur de l'enfant et par les accueillants familiaux.

B.8.2. L'autonomie dont disposent l'autorité fédérale et les communautés ou les régions dans le cadre de leurs propres sphères de compétences fait en principe obstacle à ce qu'une autorité contraigne un service relevant d'une autre autorité publique, sans l'accord de cette dernière, à prêter son concours à l'exécution de la politique de la première autorité publique.

B.8.3. Il en découle qu'il n'appartient en principe pas au législateur fédéral de confier des missions à des organes qui relèvent des compétences communautaires ou de mettre des obligations à leur charge. Toutefois, en l'espèce, le législateur fédéral a pu raisonnablement estimer qu'il était nécessaire à l'exercice de sa compétence en matière de statut des accueillants familiaux, dès lors qu'il instaurait la possibilité de la conclusion de conventions entre les parents de l'enfant placé et les accueillants, de prévoir l'intervention des organes communautaires compétents en matière d'accueil familial. Cette intervention représente en effet une garantie pour la sauvegarde des droits des parents et de l'intérêt supérieur de l'enfant. Par ailleurs, les parties requérantes et le Gouvernement de la Communauté française ne démontrent pas suffisamment que l'incidence de ces missions serait plus que marginale. Il n'apparaît pas que l'exercice, par les communautés, de leurs compétences en matière de protection de la jeunesse et de politique familiale soit de ce fait affecté de manière disproportionnée, d'autant plus qu'il revient aux communautés de déterminer les modalités d'intervention de leurs services.

B.9.1. Pour le surplus, les articles 8 et 9 attaqués ne rendent pas impossible ou exagérément difficile l'exercice, par les communautés, de leurs compétences en matière d'aide à la jeunesse et de placement familial.

L'article 387<sup>sexies</sup> nouveau du Code civil n'impose pas que la convention portant sur les modalités d'exercice, par les parents ou par le tuteur, de leur droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant soit soumise à l'homologation du tribunal de la famille; elle peut l'être sur une base volontaire. Il semble en outre pouvoir être déduit de la justification de l'amendement à l'origine de cette disposition que, si un accord quant à l'exercice du droit d'entretenir des relations personnelles doit être conclu, les parents ou le tuteur et les accueillants « peuvent également convenir par écrit » des modalités de ces relations personnelles et que « si aucun accord ne peut être trouvé, les parties concernées ont la possibilité de saisir le tribunal de la famille et de fixer ainsi les règles concrètes du droit aux relations personnelles » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-0697/009, pp. 36-37), ce qui n'empêche pas les communautés d'organiser le placement de l'enfant et l'accompagnement des parents ou du tuteur, et des accueillants.

L'article 387<sup>septies</sup> nouveau du Code civil n'impose pas la conclusion d'une convention portant délégation de certains attributs de l'autorité parentale. Cette disposition laisse dès lors suffisamment de possibilités aux communautés pour mener en la matière la politique de leur choix, dans le cadre du statut des accueillants fixé par le législateur fédéral, qui prévoit des droits et des devoirs à l'égard de l'enfant placé.

B.9.2. En outre, l'article 20 de la loi du 19 mars 2017, qui rétablit l'article 7 de la loi du 8 avril 1965, a pour objet de permettre au tribunal de la jeunesse de statuer sur toutes les mesures en matière d'autorité parentale lorsqu'il prend des mesures de protection de la jeunesse à l'égard d'un mineur, de manière à garantir la cohérence du dispositif protectionnel mis en place en ce qui concerne ce mineur.

B.9.3. En vertu de l'article 146 de la Constitution, la compétence des cours et tribunaux est une matière qui relève en principe des compétences du législateur fédéral. La disposition attaquée n'excède donc pas les limites de ses compétences. Au surplus, la circonstance que le législateur fédéral a eu conscience de ce que le statut qu'il conférerait aux accueillants familiaux pouvait avoir une incidence sur les mesures décidées par le tribunal de la jeunesse, en application des dispositions prises par les communautés en matière d'aide à et de protection de la jeunesse, ce qu'indique l'article 20 de la loi du 19 mars 2017, ne démontre pas que, ce faisant, il aurait empiété sur les compétences communautaires.

B.10. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le moyen nouveau pris par le Gouvernement de la Communauté française*

B.11.1. Le Gouvernement de la Communauté française prend un moyen nouveau de la violation de l'article 143, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution et du principe de la loyauté fédérale. Il fait valoir que, nonobstant les demandes en ce sens répétées par la Communauté française et par les associations qui en émanent et qui sont directement concernées par la loi attaquée, les communautés n'ont pas été utilement impliquées dans le processus législatif.

B.11.2. Pour sa part, le Gouvernement flamand fait valoir que bien qu'il n'y ait en l'espèce aucune obligation formelle de concertation, une telle concertation a bien eu lieu entre le cabinet du ministre fédéral de la Justice et les cabinets des ministres communautaires compétents.

B.12. L'article 143, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution dispose :

« Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'Etat fédéral, les communautés, les régions et la Commission communautaire commune agissent dans le respect de la loyauté fédérale, en vue d'éviter des conflits d'intérêts ».

Le respect de la loyauté fédérale suppose que, lorsqu'elles exercent leurs compétences, l'autorité fédérale et les entités fédérées ne perturbent pas l'équilibre de la construction fédérale dans son ensemble. La loyauté fédérale concerne plus que le simple exercice des compétences : elle indique dans quel esprit il doit avoir lieu.

Le principe de la loyauté fédérale oblige chaque législateur à veiller à ce que l'exercice de sa propre compétence ne rende pas impossible ou exagérément difficile l'exercice de leurs compétences par les autres législateurs.

B.13. Même dans les matières dans lesquelles le législateur spécial n'a pas imposé la mise en œuvre d'une forme de concertation ou de coopération entre les différentes autorités, le respect de la loyauté fédérale peut exiger qu'une concertation ait lieu lorsque les compétences respectives de ces autorités sont imbriquées l'une dans l'autre et que les mesures adoptées par elles, chacune dans ses propres compétences, peuvent avoir un effet sur les politiques menées par les autres.

B.14.1. Ainsi qu'il a été constaté lors de l'examen du premier moyen pris par les parties requérantes, le législateur fédéral, en créant un statut pour les accueillants familiaux, en réglant le partage de l'exercice de certains attributs de l'autorité parentale entre les accueillants et les parents ou le tuteur de l'enfant et en édictant à cette fin certaines règles de procédure, n'a pas rendu impossible ou exagérément difficile l'exercice, par les communautés, de leurs compétences en matière d'aide ou de protection de la jeunesse.

B.14.2. Pour le surplus, il ressort des explications données par le Conseil des ministres, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement flamand qu'une concertation a eu lieu, au cours du processus législatif, entre les cabinets ministériels concernés. Le rapport de la première lecture en commission de la Justice de la Chambre indique également que « l'avis des Communautés a déjà été obtenu le 9 juin 2015, concernant notamment la question des compétences relevant des Communautés » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/005, p. 14).

La seule circonstance que cette concertation n'a pas permis de dégager un consensus entre les différents acteurs ne saurait conduire à la conclusion que le législateur fédéral a violé le principe de la loyauté fédérale.

B.15. Le moyen nouveau pris par le Gouvernement de la Communauté française n'est pas fondé.

*Quant au moyen pris de la violation de droits fondamentaux*

B.16.1. Les parties requérantes prennent un second moyen de la violation des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 3 et 7 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.16.2. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

La portée de la disposition conventionnelle précitée est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un ensemble indissociable.

B.16.3. L'article 22bis de la Constitution dispose :

« Chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

Chaque enfant a le droit de s'exprimer sur toute question qui le concerne; son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement.

Chaque enfant a le droit de bénéficier des mesures et services qui concourent à son développement.

Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent ces droits de l'enfant ».

B.16.4. L'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose :

« 1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

2. Les Etats parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

3. Les Etats parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié ».

B.16.5. L'article 7 de la même Convention dispose :

« 1. L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

2. Les Etats parties veillent à mettre ces droits en œuvre conformément à leur législation nationale et aux obligations que leur imposent les instruments internationaux applicables en la matière, en particulier dans les cas où faute de cela l'enfant se trouverait apatride ».

*En ce qui concerne les articles 387sexies et 387septies du Code civil (première branche du moyen)*

B.17.1. Les parties requérantes font grief aux dispositions attaquées, citées en B.1.2 et B.1.3, de ne permettre au tribunal de la famille de refuser d'homologuer les accords qu'elles prévoient que si ces accords sont contraires à l'intérêt de l'enfant. Elles interprètent ces dispositions comme interdisant au tribunal d'opérer une balance des intérêts qui prendrait en compte, à côté de l'intérêt de l'enfant qui doit être primordial, celui des parents ou du tuteur. Elles demandent l'annulation des mots « L'homologation peut uniquement être refusée si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant », figurant dans l'article 387sexies, alinéa 2, et des mots « L'homologation ne peut être refusée que si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant », figurant dans l'article 387septies, § 2, du Code civil.

B.17.2. En ce que les parties intervenantes critiquent en outre la circonstance que l'homologation par le tribunal prévue par l'article 387sexies, alinéa 2, n'est que facultative, alors que celle qui est prévue par l'article 387septies, § 2, doit toujours intervenir, elles formulent un grief qui n'est pas invoqué dans la requête. Comme il est dit en B.3.3, les griefs formulés par les ASBL intervenantes ne peuvent être examinés que dans la mesure où ils correspondent aux moyens invoqués dans la requête.

B.18.1. Tant l'article 22bis, alinéa 4, de la Constitution que l'article 3, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant imposent aux juridictions de prendre en compte, de manière primordiale, l'intérêt de l'enfant dans les procédures le concernant. L'article 22bis, alinéa 5, de la Constitution donne par ailleurs au législateur compétent la mission de garantir que l'intérêt de l'enfant soit pris en considération de manière primordiale.

B.18.2. Si l'intérêt de l'enfant revêt un caractère primordial, il n'a pas pour autant un caractère absolu. Dans la mise en balance des différents intérêts en jeu, l'intérêt de l'enfant occupe une place particulière du fait qu'il représente la partie faible dans la relation familiale. Cette place particulière ne permet pas pour autant de ne pas prendre également en compte les intérêts des autres parties en présence.

B.18.3. Le législateur, lorsqu'il élabore un statut légal pour les accueillants familiaux, doit permettre aux autorités compétentes de procéder *in concreto* à la mise en balance des intérêts des différentes personnes concernées, sous peine de prendre une mesure qui ne serait pas proportionnée aux objectifs légitimes poursuivis. Il y a toutefois lieu d'avoir égard à la circonstance que le placement familial est une mesure dont l'objet est précisément la protection de l'enfant, de sorte que, dans la balance de tous les intérêts en présence, l'intérêt de l'enfant revêt nécessairement et dans tous les cas une place prépondérante.

B.19.1. Les conventions visées par les dispositions attaquées portent, l'une, sur la manière dont les parents ou le tuteur peuvent exercer leur droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant et, l'autre, sur la délégation éventuelle aux accueillants familiaux de la compétence de prendre des décisions autres que celles qui concernent le quotidien de l'enfant ou que celles qui doivent être prises en extrême urgence.

B.19.2. Le droit aux relations personnelles est prévu par l'article 387*undecies*, inséré dans le Code civil par l'article 13 de la loi du 19 mars 2017. Cet article dispose que « les parents ou le tuteur conservent également le droit aux relations personnelles avec l'enfant » et que « ces relations personnelles ne peuvent être refusées que pour des motifs très graves ». La convention portant sur l'exercice du droit aux relations personnelles peut être soumise au tribunal de la famille pour homologation.

B.19.3. La compétence de prendre les décisions qui concernent l'hébergement, les décisions quotidiennes et les décisions à prendre en extrême urgence relatives à l'enfant sont, de droit, déléguées aux accueillants familiaux par l'article 387*quinquies* du Code civil. La convention portant sur la délégation d'autres attributs de l'autorité parentale, qui peut être conclue entre les accueillants et les parents ou le tuteur, doit être soumise au tribunal de la famille pour homologation.

B.20.1. Le placement d'un enfant hors de sa famille ne peut être conçu que comme une mesure exceptionnelle, subsidiaire à d'autres formes d'aide et qui doit être d'une durée la plus courte possible.

Il a été rappelé, au cours des travaux préparatoires relatifs à la loi attaquée, qu'« en principe, l'accueil familial est en effet une situation temporaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-0697/009, p. 36).

À la lumière de cet élément, il est important de maintenir les relations entre l'enfant et ses parents pendant la durée de son séjour en accueil familial.

B.20.2. En ce qui concerne le caractère temporaire du placement d'un enfant et le maintien du lien entre l'enfant et ses parents, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé :

« Si l'article 8 [de la Convention] tend pour l'essentiel à prémunir l'individu contre des ingérences arbitraires des pouvoirs publics, il met de surcroît à la charge de l'Etat des obligations positives inhérentes au 'respect' effectif de la vie familiale. Ainsi, là où l'existence d'un lien familial se trouve établie, l'Etat doit en principe agir de manière à permettre à ce lien de se développer et prendre les mesures propres à réunir le parent et l'enfant concernés » (CEDH, 26 février 2002, *Kutzner c. Allemagne*, § 61; 16 février 2016, *Soares de Melo c. Portugal*, § 89).

« La prise en charge d'un enfant doit en principe être considérée comme une mesure temporaire, à suspendre dès que les circonstances s'y prêtent, et [...] tout acte d'exécution doit concorder avec un but ultime : unir à nouveau le parent par le sang et l'enfant (voir, en particulier, *Olsson c. Suède* (n°1), [24 mars 1988, série A n° 130,] pp. 36-37, § 81). L'obligation positive de prendre des mesures afin de faciliter la réunion de la famille dès que cela sera vraiment possible s'impose aux autorités compétentes dès le début de la période de prise en charge et avec de plus en plus de force, mais doit toujours être mise en balance avec le devoir de considérer l'intérêt supérieur de l'enfant (*K. et T. c. Finlande* [GC], [n° 25702/94,] § 178) » (CEDH, 26 février 2002, *Kutzner c. Allemagne*, § 76).

« D'un côté, il est certain que garantir aux enfants une évolution dans un environnement sain relève de l'intérêt de l'enfant et que l'article 8 de la Convention ne saurait autoriser un parent à faire prendre des mesures préjudiciables à la santé et au développement de ses enfants [...]. D'un autre côté, il est clair qu'il est tout autant dans l'intérêt de l'enfant que les liens entre lui et sa famille soient maintenus, sauf dans les cas où celle-ci s'est montrée particulièrement indigne : briser ce lien revient à couper l'enfant de ses racines. Il en résulte que l'intérêt de l'enfant commande que seules des circonstances tout à fait exceptionnelles puissent conduire à une rupture du lien familial et que tout soit mis en œuvre pour maintenir les relations personnelles et, le cas échéant, le moment venu, 'reconstituer' la famille » (CEDH, 16 février 2016, *Soares de Melo c. Portugal*, § 93).

« À cet égard et s'agissant de l'obligation pour l'État de prendre des mesures positives, la Cour n'a cessé de dire que l'article 8 implique le droit pour un parent à des mesures destinées à le réunir avec son enfant et l'obligation pour les autorités nationales de prendre de telles mesures » (CEDH, 22 juin 2017, *Barnea et Caldaru c. Italie*, § 66).

B.20.3. La Cour européenne des droits de l'homme admet toutefois également que l'obligation qui consiste à tenter de réunir les parents et l'enfant le plus rapidement possible n'est pas absolue, qu'il faut trouver un équilibre lorsque les intérêts des parents et de l'enfant divergent et que l'intérêt de l'enfant peut l'emporter sur celui des parents :

« La Cour a déclaré à de nombreuses reprises que l'article 8 implique le droit d'un parent à des mesures propres à le réunir à son enfant et l'obligation pour les autorités nationales de les prendre (voir, par exemple, *Ignaccolo-Zenide c. Roumanie*, précité, § 94, et *Nuutinen c. Finlande*, n° 32842/96, § 127, CEDH 2000-VIII). Cette obligation n'est toutefois pas absolue. Sa nature et son étendue dépendent des circonstances de chaque espèce, mais la compréhension et la coopération de l'ensemble des personnes concernées en constituent toujours un facteur important. Dans l'hypothèse où des contacts avec les parents risquent de menacer les intérêts supérieurs de l'enfant ou de porter atteinte à ses droits, il revient aux autorités nationales de veiller à un juste équilibre entre eux (*Ignaccolo-Zenide*, précité, § 94) » (CEDH, 21 octobre 2008, *Clemeno et autres c. Italie*, § 48; 24 février 2009, *Errico c. Italie*, § 46).

« En particulier, [...] il faut avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts concurrents - ceux de l'enfant, ceux des deux parents et ceux de l'ordre public (*Maumousseau et Washington c. France*, n° 39388/05, § 62, CEDH 2007-XIII) -, attachant toutefois une importance déterminante à l'intérêt supérieur de l'enfant (voir, dans ce sens, *Gnahoré*, précité, § 59) qui, selon sa nature et sa gravité, peut l'emporter sur celui des parents (*Sahin c. Allemagne* [GC], n° 30943/96, § 66, CEDH 2003-VIII) » (CEDH, 22 juin 2017, *Barnea et Caldaru c. Italie*, § 64).

B.21. La convention portant sur l'exercice du droit aux relations personnelles prévue à l'article 387*sexies* du Code civil a précisément pour objet de garantir le maintien du lien entre l'enfant et ses parents ou son tuteur pendant la durée de l'accueil familial.

À cet égard, il est important que la convention soit conclue avec l'intervention des organes compétents en matière d'accueil familial, qui doivent veiller en particulier à l'équilibre entre les différents intérêts en cause et donc aussi, notamment, à l'intérêt des parents ou du tuteur.

L'intérêt de l'enfant, que le tribunal doit prendre en compte lors de l'homologation de cette convention, est de maintenir, dans toute la mesure du possible, l'effectivité du lien entre l'enfant et ses parents ou son tuteur, dans l'exercice de son droit aux relations personnelles, en tenant compte de ce que l'intérêt supérieur de l'enfant peut, selon sa nature et sa gravité, l'emporter sur celui des parents.

B.22. La convention prévue à l'article 387*septies* du Code civil, portant sur la délégation éventuelle aux accueillants familiaux de la compétence de prendre, en dehors des cas d'urgence, certaines décisions importantes concernant la santé, l'éducation, la formation, les loisirs et l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant, vise à permettre aux accueillants de prendre, avec l'accord des parents ou du tuteur de l'enfant, les décisions dont l'importance dépasse celle des décisions quotidiennes, dans un souci de facilitation de l'accueil et de la vie quotidienne de l'enfant.

À cet égard, il est également important, dans ce cas, que la convention soit conclue avec l'intervention des organes compétents en matière d'accueil familial, qui doivent aussi veiller, notamment, à l'intérêt des parents ou du tuteur.

L'intérêt de l'enfant, que le tribunal doit prendre en compte lors de l'homologation de cette convention, est de maintenir, dans toute la mesure du possible, l'effectivité du lien de l'enfant avec ses parents ou son tuteur, dans l'exercice des décisions importantes le concernant, en tenant compte de ce que l'intérêt supérieur de l'enfant peut, selon sa nature et sa gravité, l'emporter sur celui des parents.

B.23.1. Compte tenu de ce qui précède et du fait que l'intérêt de l'enfant est déterminant dans toutes les mesures en matière d'accueil familial, il n'est pas contraire aux dispositions visées au moyen de prévoir que le tribunal, lorsqu'il est saisi d'une demande d'homologation des conventions prévues par les articles 387*sexies* et 387*septies* du Code civil, insérés par les articles 8 et 9 de la loi du 19 mars 2017, ne refuse l'homologation que si la convention est contraire à l'intérêt de l'enfant.

B.23.2. Compte tenu de ce qui est dit en B.23.1, le second moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article 387octies du Code civil, inséré par l'article 10 de la loi du 19 mars 2017 (seconde branche du moyen)*

B.24.1. L'article 387*octies*, inséré dans le Code civil par l'article 10 de la loi du 19 mars 2017, permet aux accueillants, à défaut de convention visée à l'article 387*septies* avec les parents ou le tuteur de l'enfant, d'obtenir du tribunal de la famille la délégation, y compris hors les cas d'urgence, de la compétence de prendre des décisions importantes concernant la santé, l'éducation, la formation, les loisirs et l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant.

B.24.2. Les amendements à la base de la disposition attaquée ont été justifiés comme suit :

« Cet article traite du transfert forcé de compétences. Il s'agit de la possibilité qu'ont les accueillants familiaux d'introduire une demande afin d'exercer davantage de compétences. Cela peut être le cas lorsqu'aucune convention ne peut être conclue entre les parents et les accueillants familiaux. La demande doit être communiquée à l'organe compétent en matière d'accueil familial car elle mentionne des informations sur les parties concernées, ainsi que l'extension des droits et des devoirs demandée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/002, p. 11);

« [Contrairement] à l'article précédent, il n'est pas question ici de l'homologation d'un accord, mais bien de l'absence d'accord. Il s'agit donc d'un désaccord entre les parents et les accueillants familiaux » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-0697/009, p. 17).

B.25.1. La disposition attaquée porte sur une délégation de compétences identique à celle qui peut être convenue, en vertu de l'article 387*septies* du Code civil, de commun accord entre les accueillants et les parents ou le tuteur de l'enfant. Elle peut en effet concerner, en tout ou en partie, les décisions « importantes concernant la santé, l'éducation, la formation, les loisirs et l'orientation religieuse ou philosophique de l'enfant, à l'exception des droits et devoirs relatifs à l'état de la personne de l'enfant ».

B.25.2. La disposition attaquée, insérée à l'article 387*octies* du Code civil, est toutefois fondamentalement différente de celle qui est insérée à l'article 387*septies* du même Code, dès lors qu'elle est appliquée en l'absence d'un accord entre les parents ou le tuteur et les accueillants, et qu'elle permet au juge d'ôter aux parents, contre leur gré et sans qu'il y ait urgence, la compétence de prendre certaines, voire toutes les décisions importantes pour la vie de leur enfant (à l'exception des droits et des devoirs relatifs à l'état de la personne), compétence qui relève de leur autorité parentale.

B.26. La mesure attaquée constitue dès lors une ingérence très importante dans le droit au respect de la vie familiale des parents et de l'enfant concernés. Pour être jugée compatible avec les dispositions invoquées au moyen, cette ingérence doit être nécessaire dans une société démocratique et proportionnée au but poursuivi. La notion de nécessité, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, implique l'existence d'un besoin social impérieux et, en particulier, la proportionnalité de l'ingérence au but légitime poursuivi (voir parmi d'autres, *Campbell*, précité, § 44) (CEDH, 24 mai 2018, *Laurent c. France*, § 45).

B.27.1. En ce qui concerne l'intention générale de la loi, il ressort des travaux préparatoires que :

« L'objectif est de créer un statut qui fasse la clarté sur les droits et les devoirs des accueillants familiaux, en les habilitant dès le début à prendre les décisions quotidiennes, mais aussi les décisions urgentes et nécessaires. En outre, les accueillants familiaux ont d'emblée la possibilité, moyennant l'accord des parents naturels, d'obtenir davantage de compétences. En l'absence d'accord au terme d'un an, ils peuvent saisir le juge, qui peut trancher dans l'intérêt de l'enfant. Un droit d'entretenir des relations personnelles est également accordé après un an de séjour de l'enfant placé chez les accueillants familiaux, de manière à ce que le lien qui les unit ne soit pas brusquement rompu » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/011, p. 3).

et aussi que :

« Nous souhaitons donner voix au chapitre aux parents d'accueil et leur fournir des instruments lorsque l'intérêt de l'enfant est menacé. Le droit au respect de la vie privée et familiale des parents doit être respecté dans ce contexte.

La proposition de loi vise à clarifier la situation des parents naturels, des parents d'accueil et des enfants placés dans le cas où il y a des discussions et des problèmes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/001, p. 6).

B.27.2. L'article 387*quinquies* du Code civil, inséré par l'article 7 de la loi du 19 mars 2017, prévoit que, durant la période de placement, les accueillants ont le droit de prendre toutes les décisions quotidiennes relatives à l'enfant ainsi que les décisions importantes en cas d'extrême urgence. L'article 387*septies* du même Code, inséré par l'article 9 de la loi du 19 mars 2017, prévoit que les parents ou le tuteur et les accueillants peuvent convenir en outre de déléguer la compétence de prendre certaines décisions importantes relatives à l'enfant. Ces deux dispositions permettent donc, d'une part, d'assurer la clarté sur les droits et les devoirs des accueillants et, d'autre part, de faciliter l'organisation de la vie quotidienne de l'enfant au sein de la famille d'accueil.

B.27.3. En outre, comme il est dit en B.20.1, le placement d'un enfant hors de sa famille ne peut être conçu que comme une mesure exceptionnelle, subsidiaire à d'autres formes d'aide et qui doit être d'une durée la plus courte possible. Il est important de maintenir les relations entre l'enfant et ses parents pendant la durée de son séjour en accueil familial, en tenant compte de ce que l'intérêt supérieur de l'enfant peut, selon les circonstances propres à chaque cas d'espèce en fonction de leur nature ou de leur gravité, l'emporter sur celui des parents. Il s'ensuit qu'il est de l'intérêt de l'enfant placé que ses parents d'origine restent aussi impliqués que possible dans les décisions importantes relatives à son éducation, afin que l'enfant et sa famille soient réunis dès que possible. À cet égard, la disposition attaquée n'est pas limitée à des circonstances particulières tenant à leur nature ou à leur gravité.

B.27.4. La disposition attaquée ne concerne ni des décisions quotidiennes (qui peuvent être prises par les accueillants sur la base de l'article 387*quinquies* du Code civil), ni des décisions urgentes (*idem*), mais des décisions importantes relatives à son éducation ou à ses biens qui ne sont pas urgentes. La disposition attaquée prévoit la délégation de « la compétence de prendre des décisions importantes » dans une série de domaines et non la délégation portant sur une décision spécifique ou ponctuelle.

B.27.5. Il s'ensuit que la disposition attaquée, qui porte sur la délégation de la compétence d'exercer un ou plusieurs attributs de l'autorité parentale, n'est pas entourée de garanties suffisantes et porte une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale des parents et de l'enfant placé.

B.28. Le moyen, en sa seconde branche, est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 10 de la loi du 19 mars 2017.

Afin d'éviter que la validité des décisions judiciaires prononcées sur la base de la disposition annulée soit contestée, il s'impose de maintenir les effets produits par l'article 10 de la loi du 19 mars 2017 jusqu'à la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Par ces motifs,  
la Cour

- annule l'article 387*octies* du Code civil, inséré par l'article 10 de la loi du 19 mars 2017 modifiant la législation en vue de l'instauration d'un statut pour les accueillants familiaux;

- maintient les effets de la disposition annulée quant aux décisions judiciaires prises jusqu'à la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*;

- pour le surplus, rejette le recours, compte tenu de ce qui est dit en B.23.1.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 28 février 2019.

Le greffier,  
F. Meersschaut

Le président,  
F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2019/201108]

### Uittreksel uit arrest nr. 36/2019 van 28 februari 2019

Rolnummer 6721

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 19 maart 2017 tot wijziging van de wetgeving tot invoering van een statuut voor pleegzorgers, of, in ondergeschikte orde, van de artikelen 8, 9 (gedeeltelijk) en 10 (in zijn geheel) ervan, ingesteld door R.M. en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 augustus 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 29 augustus 2017, is een beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 19 maart 2017 tot wijziging van de wetgeving tot invoering van een statuut voor pleegzorgers (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 2017), of, in ondergeschikte orde, van de artikelen 8, 9 (gedeeltelijk) en 10 (in zijn geheel) ervan, door R.M., I.H., A.M. en de vzw « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Fierens en Mr. M. Genot, advocaten bij de balie te Brussel.

De vordering tot schorsing van dezelfde wetsbepalingen, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 126/2017 van 19 oktober 2017, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 2018.

(...)

#### II. In rechte

(...)

##### Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 19 maart 2017 tot wijziging van de wetgeving tot invoering van een statuut voor pleegzorgers (hierna : de wet van 19 maart 2017) of, in ondergeschikte orde, de vernietiging :

- van de woorden « De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind » vermeld in artikel 387*sexies*, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 19 maart 2017;

- van de woorden « De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind » vermeld in artikel 387*septies*, § 2, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 9 van de wet van 19 maart 2017;

- van artikel 387*octies* van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 19 maart 2017.

B.1.2. Artikel 8 van de wet van 19 maart 2017 voegt in het Burgerlijk Wetboek een artikel 387*sexies* in, dat bepaalt :

« De ouders of de voogd en de pleegzorgers komen, met tussenkomst van het bevoegde orgaan voor pleegzorg, schriftelijk overeen op welke wijze de ouders of de voogd, hun recht op persoonlijk contact, bepaald in artikel 387*undecies*, kunnen uitoefenen, rekening houdend met de mogelijkheden en leefomstandigheden van de ouders.

De overeenkomst kan ter homologatie worden voorgelegd aan de familierechtbank, overeenkomstig de artikelen 1253*ter*/4 en 1253*ter*/6 van het Gerechtelijk Wetboek. De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind.

Indien de ouders of de voogd en de pleegzorgers geen akkoord kunnen bereiken, doet de rechter uitspraak op verzoek van de meest gereede partij ».

B.1.3. Artikel 9 van de wet van 19 maart 2017 voegt in het Burgerlijk Wetboek een artikel 387*septies* in, dat bepaalt :

« § 1. De ouders of de voogd en de pleegzorgers kunnen schriftelijk, met tussenkomst van het bevoegde orgaan voor pleegzorg, overeenkomen om ook de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, ook buiten het geval van dringende noodzakelijkheid volledig of gedeeltelijk te delegeren aan de pleegzorgers, met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon van het kind. Ook de rechten en plichten omtrent het beheer van de goederen van het kind kunnen bij overeenkomst aan de pleegzorgers worden gedelegeerd.

De overeenkomst vermeldt uitdrukkelijk de rechten en plichten die ter uitoefening van het ouderlijk gezag worden gedelegeerd aan de pleegzorgers. De overeenkomst bepaalt de modaliteiten van uitoefening tussen de ouders en de pleegzorgers van de gedelegeerde bevoegdheden.

§ 2. De overeenkomst wordt ter homologatie voorgelegd aan de familierechtbank, overeenkomstig de artikelen 1253*ter*/4 en 1253*ter*/6 van het Gerechtelijk Wetboek. De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind.

De gehomologeerde overeenkomst kan geen afbreuk doen aan de door de bevoegde organen voor pleegzorg bepaalde duurtijd van de pleegzorg ».

B.1.4. Artikel 10 van de wet van 19 maart 2017 voegt in het Burgerlijk Wetboek een artikel 387*octies* in, dat bepaalt :

« § 1. Bij gebrek aan een overeenkomst zoals bedoeld in artikel 387*septies* en op voorwaarde dat het kind gedurende ten minste één jaar voorafgaand aan het verzoek voortdurend was geplaatst in het gezin van de pleegzorgers, kunnen de pleegzorgers de familierechtbank verzoeken om ook buiten het geval van dringende noodzakelijkheid, de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, volledig of gedeeltelijk, aan hen te delegeren, met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon van het kind. Ook de rechten en plichten omtrent het beheer van de goederen van het kind kunnen aan de pleegzorgers worden gedelegeerd.

Het verzoek wordt ingesteld overeenkomstig de artikelen 1253*ter*/4 tot 1253*ter*/6 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het vonnis kan geen afbreuk doen aan de door de bevoegde organen voor pleegzorg bepaalde duurtijd van de pleegzorg.

Zij stellen hun vordering al naar gelang het geval in tegen beide ouders, de enige ouder of de voogd van het kind.

§ 2. Het vonnis of arrest vermeldt uitdrukkelijk de rechten en plichten die ter uitoefening van het ouderlijk gezag worden gedelegeerd aan de pleegzorgers ».

B.1.5. Daarenboven herstelt artikel 20 van de wet van 19 maart 2017 artikel 7 van de wet van 8 april 1965 « betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade », als volgt :

« De jeugdrechtbank kan uitspraak doen over alle maatregelen inzake het ouderlijk gezag bedoeld in boek I, titel IX van het Burgerlijk Wetboek, voor zover deze samenhangen met de bevolen jeugdbeschermingsmaatregelen ».

B.2.1. Met de wet van 19 maart 2017 wenst de wetgever een statuut voor pleegzorgers in het leven te roepen teneinde de rechtszekerheid te waarborgen van de relaties tussen het pleegkind, zijn ouders of zijn voogd en de pleegzorgers, en teneinde een einde te maken aan « het feit dat er onduidelijkheid bestaat omtrent de rechten en plichten van pleegouders en [aan] het gebrek aan inspraakmogelijkheid » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0697/001, p. 7).

B.2.2. Artikel 7 van de wet van 19 maart 2017, waartegen geen enkele grief wordt geformuleerd, voegt in het Burgerlijk Wetboek een artikel 387*quinquies* in, dat de verdeling van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag tussen de ouders of de voogd en de pleegzorgers gedurende de periode van plaatsing van het kind organiseert. Die bepaling voorziet erin dat de pleegzorgers het verblijfsrecht en het recht om alle dagdagelijkse beslissingen over het kind te nemen, uitoefenen en dat de ouders of de voogd, behalve in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid, de bevoegdheid behouden om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige en levensbeschouwelijke keuzes van het kind.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.3.1. De Vlaamse Regering doet gelden dat het beroep slechts gedeeltelijk ontvankelijk is, in zoverre de in het verzoekschrift uiteengezette grieven enkel betrekking hebben op de artikelen 8, 9, 10 en 20 van de wet van 19 maart 2017.

Zij is bovendien van mening dat het verzoek tot tussenkomst niet-ontvankelijk is, aangezien de door de tussenkomende partijen uiteengezette grieven verschillen van de door de verzoekende partijen uiteengezette grieven.

B.3.2. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen van de wet van 19 maart 2017 waartegen daadwerkelijk grieven worden geformuleerd.

B.3.3. De door de tussenkomende vzw's geformuleerde grieven kunnen enkel worden onderzocht in zoverre zij overeenstemmen met de in het verzoekschrift geformuleerde middelen. Artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof laat immers, in tegenstelling tot artikel 85 van dezelfde bijzondere wet, niet toe dat in een memorie van tussenkomst nieuwe middelen worden geformuleerd.

*Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels*

*Wat betreft het eerste middel van de verzoekende partijen*

B.4. De verzoekende partijen, daarin bijgetreden door de Franse Gemeenschapsregering, leiden een eerste middel af uit de schending van artikel 128, § 1, van de Grondwet en van artikel 5, § 1, II, 1° en 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Zij zijn van mening dat de bestreden wet en in het bijzonder de artikelen 8, 9 en 20 ervan afbreuk doen aan de gemeenschapsbevoegdheid om de voorlopige plaatsing van kinderen te organiseren.

B.5.1. Krachtens artikel 128, § 1, van de Grondwet zijn de gemeenschappen bevoegd voor de persoonsgebonden aangelegenheden. Artikel 5, § 1, II, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt dat de persoonsgebonden aangelegenheden zijn, wat de bijstand aan personen betreft :

« 1° Het gezinsbeleid met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen;

[...]

6° De jeugdbescherming, met inbegrip van de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming, maar met uitzondering van :

a) de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan;

b) de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de vervolgingen, onverminderd artikel 11 en artikel 11*bis*;

c) de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerechten;

d) de uitvoering van de straffen uitgesproken ten aanzien van minderjarigen die een als een misdrijf omschreven feit hebben gepleegd die uit handen zijn gegeven, behalve voor het beheer van centra die bestemd zijn voor de opvang van deze jongeren tot de leeftijd van drieëntwintig jaar;

e) de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen.

[...] ».

B.5.2. De bevoegdheid van de gemeenschappen inzake jeugdbescherming gaat dus gepaard met uitzonderingen met betrekking inzonderheid tot de burgerrechtelijke regels betreffende het statuut van de minderjarigen en van de familie, de organisatie van de jeugdgerechten en de ontzetting uit de ouderlijke macht.



B.6. In het advies dat door de afdeling wetgeving van de Raad van State over het wetsvoorstel is uitgebracht, wordt vermeld :

« Voor het aannemen van de burgerrechtelijke en procesrechtelijke bepalingen die het wetsvoorstel bevat, is de bevoegdheidsrechtelijke grondslag te vinden in de residuaire bevoegdheid van de federale overheid inzake burgerlijk en gerechtelijk recht en tevens, in zoverre het wetsvoorstel ook de plaatsingen in pleeggezinnen in het raam van de jeugdbescherming betreft, in artikel 5, § 1, II, 6°, a) en c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, [...]».

De tekst die in de commissie aangenomen is en de voorliggende amendementen blijven binnen de bevoegdheid van de federale overheid inzake burgerlijk recht, maar dat geldt niet voor amendement nr. 28, dat een inmenging vormt in de bevoegdheid van de gemeenschappen op het stuk van de organisatie van de voorlopige plaatsing van het kind; dat amendement gaat de bevoegdheid van de federale overheid dus te buiten » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0697/008, p. 4).

B.7.1. De artikelen 8 en 9 van de wet van 19 maart 2017 hebben ten doel te bepalen hoe de respectieve rechten en plichten worden bepaald, enerzijds, van de ouders of van de voogd van het kind en, anderzijds, van de pleegzorgers, wat betreft de uitoefening van het recht op persoonlijk contact en de uitoefening van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag. Zij bepalen dat, met betrekking tot die twee doelen, de ouders of de voogd en de pleegzorgers een schriftelijke overeenkomst kunnen sluiten. Zodoende regelen zij het statuut van de pleegzorgers en de verdeling van bepaalde aspecten van het ouderlijk gezag en vallen zij bijgevolg onder de bevoegdheid van de federale wetgever inzake burgerlijk recht.

B.7.2. Het is evident dat de federale wetgever, door zijn bevoegdheid inzake « burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie » uit te oefenen teneinde een statuut in het leven te roepen voor pleegzorgers, de respectieve rechten en plichten van de ouders of van de voogd van het kind en van de personen die het opvangen, vastlegt wat betreft de uitoefening van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag, en bijgevolg bepalingen aanneemt die een weerslag hebben op de rechtsfiguur van de plaatsing van een kind in een pleeggezin, die onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt. Uit die vaststelling alleen vloeit echter niet voort dat de federale wetgever zich zou hebben gemengd in de bevoegdheid van de gemeenschappen.

B.7.3. Bovendien, zelfs indien ervan zou moeten worden uitgegaan, zoals de verzoekende partijen betogen, dat de bepalingen van de bestreden wet tot gevolg hebben dat een verhulde vorm van ontzetting uit de ouderlijke macht in het leven wordt geroepen, zou moeten worden vastgesteld dat krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de ontzetting uit de ouderlijke macht een aangelegenheid is die ook onder de bevoegdheden van de federale overheid valt.

B.8.1. In tegenstelling tot de teksten die voor advies aan de Raad van State waren voorgelegd, voorzien de artikelen 8 en 9 van de wet van 19 maart 2017 echter elk in de tussenkomst van het bevoegde orgaan voor pleegzorg voor het sluiten van de overeenkomst met betrekking tot de uitoefening, door de ouders of door de voogd, van hun recht op persoonlijk contact, en van de overeenkomst met betrekking tot de delegatie aan de pleegzorgers van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag. De federale wetgever legt dus nieuwe opdrachten ten laste van de bevoegde organen voor pleegzorg, die onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen. Uit de tekst van de bestreden bepalingen blijkt niet dat die opdrachten, zoals de Ministerraad betoogt, facultatief zouden zijn. Integendeel blijkt dat de bevoegde gemeenschapsorganen ertoe gehouden zijn tussen te komen in de onderhandeling die leidt tot het sluiten van de door de ouders of door de voogd van het kind en door de pleegzorgers gesloten overeenkomsten.

B.8.2. De autonomie waarover de federale overheid en de gemeenschappen of de gewesten in het kader van hun eigen bevoegdheidsfeer beschikken, staat in beginsel eraan in de weg dat een overheid een dienst die onder een andere overheid ressorteert, zonder het akkoord van die laatste, ertoe dwingt zijn medewerking te verlenen aan de uitvoering van het beleid van de eerste overheid.

B.8.3. Daaruit vloeit voort dat het in beginsel niet aan de federale wetgever staat opdrachten toe te vertrouwen aan organen die onder de bevoegdheden van de gemeenschappen vallen of verplichtingen te hunnen laste te leggen. Te dezen, echter, vermocht de federale wetgever, nu hij de mogelijkheid instelde van het sluiten van overeenkomsten tussen de ouders van het geplaatste kind en de pleegzorgers, redelijkerwijs te oordelen dat het voor de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake het statuut van de pleegzorgers, noodzakelijk was te voorzien in de tussenkomst van de bevoegde gemeenschapsorganen voor pleegzorg. Die tussenkomst vormt immers een waarborg voor de bescherming van de rechten van de ouders en van het hoger belang van het kind. Overigens tonen de verzoekende partijen en de Franse Gemeenschap niet voldoende aan dat de weerslag van die opdrachten op de werking en de organisatie van de betrokken diensten meer dan marginaal zou zijn. Het blijkt niet dat de uitoefening, door de gemeenschappen, van hun bevoegdheden inzake jeugdbescherming en gezinsbeleid daardoor op onevenredige wijze wordt geraakt, des te meer nu het aan de gemeenschappen toekomt de nadere regels voor het optreden van hun diensten te bepalen.

B.9.1. Voor het overige maken de bestreden artikelen 8 en 9 de uitoefening, door de gemeenschappen, van hun bevoegdheden inzake jeugdbijstand en plaatsing in een gezin niet onmogelijk of overdreven moeilijk.

Het nieuwe artikel 387sexies van het Burgerlijk Wetboek legt niet de verplichting op dat de overeenkomst met betrekking tot de nadere regels voor de uitoefening, door de ouders of de voogd, van hun recht om persoonlijk contact te onderhouden met het kind wordt onderworpen aan de homologatie door de familierechtbank; dat kan op vrijwillige basis gebeuren. Bovendien lijkt uit de verantwoording van het amendement dat aan de oorsprong ligt van die bepaling te kunnen worden afgeleid dat, indien een akkoord met betrekking tot de uitoefening van het recht om persoonlijk contact te onderhouden moet worden gesloten, de ouders of de voogd en de pleegzorgers « ook schriftelijk » de nadere regels van dat persoonlijk contact « kunnen overeenkomen » en dat « indien er geen akkoord kan worden bereikt, [...] de betrokken partijen de mogelijkheid [hebben] om de familierechtbank te vatten en de concrete regels van het recht op persoonlijk contact vast te leggen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-0697/009, pp. 36-37), hetgeen de gemeenschappen niet belet de plaatsing van het kind en de begeleiding van de ouders of van de voogd, en van de pleegzorgers te organiseren.

Het nieuwe artikel 387septies van het Burgerlijk Wetboek legt niet het sluiten van een overeenkomst houdende delegatie van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag op. Die bepaling laat de gemeenschappen bijgevolg voldoende mogelijkheden om ter zake het beleid van hun keuze te voeren, in het kader van het door de federale wetgever vastgelegde statuut van de pleegzorgers, dat ten aanzien van het geplaatste kind in rechten en plichten voorziet.

B.9.2. Bovendien heeft artikel 20 van de wet van 19 maart 2017, dat artikel 7 van de wet van 8 april 1965 herstelt, ten doel de jeugdrechtbank de mogelijkheid te bieden uitspraak te doen over alle maatregelen inzake het ouderlijk gezag wanneer zij jeugdbeschermingsmaatregelen neemt ten aanzien van een minderjarige, zodat de samenhang wordt gewaarborgd van de beschermingsmaatregelen die met betrekking tot die minderjarige zijn ingevoerd.

B.9.3. Krachtens artikel 146 van de Grondwet is de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken in beginsel een aangelegenheid die onder de bevoegdheden van de federale wetgever valt. De bestreden bepaling overschrijdt dus niet de grenzen van zijn bevoegdheden. Bovendien toont de omstandigheid dat de federale wetgever zich bewust is

geweest van het feit dat het statuut dat hij aan de pleegzorgers toekende, een weerslag kon hebben op de maatregelen waartoe door de jeugdrechtbank is beslist, met toepassing van de bepalingen die door de gemeenschappen zijn genomen inzake hulpverlening aan en bescherming van de jeugd, waarop artikel 20 van de wet van 19 maart 2017 wijst, niet aan dat hij zodoende inbreuk zou hebben gemaakt op de bevoegdheden van de gemeenschappen.

B.10. Het middel is niet gegrond.

*Wat betreft het nieuwe middel afgeleid door de Franse Gemeenschapsregering*

B.11.1. De Franse Gemeenschapsregering leidt een nieuw middel af uit de schending van artikel 143, § 1, van de Grondwet en van het beginsel van federale loyaliteit. Zij doet gelden dat niettegenstaande de herhaalde verzoeken in die zin van de Franse Gemeenschap en van de verenigingen die eronder ressorteren en die rechtstreeks door de bestreden wet worden geraakt, de gemeenschappen niet dienstig bij het wetgevingsproces zijn betrokken.

B.11.2. De Vlaamse Regering doet, harerzijds, gelden dat hoewel er te dezen geen enkele formele verplichting tot overleg is, een dergelijk overleg wel degelijk heeft plaatsgevonden tussen het kabinet van de federale minister van Justitie en de kabinetten van de bevoegde gemeenschapsministers.

B.12. Artikel 143, § 1, van de Grondwet bepaalt :

« Met het oog op het vermijden van de belangenconflicten nemen de federale Staat, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de uitoefening van hun respectieve bevoegdheden, de federale loyaliteit in acht ».

De inachtneming van de federale loyaliteit veronderstelt dat, wanneer zij hun bevoegdheden uitoefenen, de federale overheid en de deelentiteiten het evenwicht van de federale constructie in haar geheel niet verstoren. De federale loyaliteit betreft meer dan de loutere uitoefening van bevoegdheden : zij geeft aan in welke geest dat moet geschieden.

Het beginsel van de federale loyaliteit verplicht elke wetgever erover te waken dat de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid de uitoefening, door de andere wetgevers, van hun bevoegdheden niet onmogelijk of overdreven moeilijk maakt.

B.13. Zelfs in de aangelegenheden waarin de bijzondere wetgever een vorm van overleg of van samenwerking tussen de verschillende overheden niet voorschrijft, kan de inachtneming van de federale loyaliteit vereisen dat er een overleg plaatsheeft wanneer de respectieve bevoegdheden van die overheden met elkaar verweven zijn en wanneer de door hen, elk in haar eigen bevoegdheden, genomen maatregelen een weerslag kunnen hebben op het door de anderen gevoerde beleid.

B.14.1. Zoals is vastgesteld bij het onderzoek van het eerste middel dat is afgeleid door de verzoekende partijen, heeft de federale wetgever, door een statuut voor pleegzorgers in het leven te roepen, door de verdeling van de uitoefening van bepaalde attributen van het ouderlijk gezag tussen de pleegzorgers en de ouders of de voogd van het kind en door daartoe bepaalde procedureregels uit te vaardigen, de uitoefening, door de gemeenschappen, van hun bevoegdheden inzake hulpverlening aan of bescherming van de jeugd niet onmogelijk of overdreven moeilijk gemaakt.

B.14.2. Voor het overige blijkt uit de verklaringen van de Ministerraad, van de Franse Gemeenschapsregering en van de Vlaamse Regering dat tijdens het wetgevingsproces tussen de betrokken ministeriële kabinetten een overleg heeft plaatsgehad. In het verslag van de eerste lezing in de Kamercommissie voor de Justitie wordt ook vermeld dat « het advies van de gemeenschappen [...] al op 9 juni 2015 [werd] verkregen, onder meer in verband met de bevoegdheden van de gemeenschappen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0697/005, p. 14).

De loutere omstandigheid dat dat overleg het niet mogelijk heeft gemaakt tussen de verschillende actoren een consensus te bereiken, kan niet leiden tot de conclusie dat de federale wetgever het beginsel van de federale loyaliteit heeft geschonden.

B.15. Het door de Franse Gemeenschapsregering aangevoerde nieuwe middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het middel dat is afgeleid uit de schending van grondrechten*

B.16.1. De verzoekende partijen leiden een tweede middel af uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 3 en 7 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.16.2. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

De draagwijdte van de voormelde verdragsbepaling is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.16.3. Artikel 22bis van de Grondwet bepaalt :

« Elk kind heeft recht op eerbiediging van zijn morele, lichamelijke, geestelijke en seksuele integriteit.

Elk kind heeft het recht zijn mening te uiten in alle aangelegenheden die het aangaan; met die mening wordt rekening gehouden in overeenstemming met zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen.

Elk kind heeft recht op maatregelen en diensten die zijn ontwikkeling bevorderen.

Het belang van het kind is de eerste overweging bij elke beslissing die het kind aangaat.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen deze rechten van het kind ».

B.16.4. Artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« 1. Bij alle maatregelen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden genomen door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn of door rechterlijke instanties, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging.

2. De Staten die partij zijn, verbinden zich ertoe het kind te verzekeren van de bescherming en de zorg die nodig zijn voor zijn of haar welzijn, rekening houdend met de rechten en plichten van zijn of haar ouders, wettige voogden of anderen die wettelijk verantwoordelijk voor het kind zijn, en nemen hiertoe alle passende wettelijke en bestuurlijke maatregelen.

3. De Staten die partij zijn, waarborgen dat de instellingen, diensten en voorzieningen die verantwoordelijk zijn voor de zorg voor of de bescherming van kinderen voldoen aan de door de bevoegde autoriteiten vastgestelde normen, met name ten aanzien van de veiligheid, de gezondheid, het aantal personeelsleden en hun geschiktheid, alsmede bevoegd toezicht ».

B.16.5. Artikel 7 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 1. Het kind wordt onmiddellijk na de geboorte ingeschreven en heeft vanaf de geboorte het recht op een naam, het recht een nationaliteit te verwerven en, voor zover mogelijk, het recht zijn of haar ouders te kennen en door hen te worden verzorgd.

2. De Staten die partij zijn, waarborgen de verwezenlijking van deze rechten in overeenstemming met hun nationale recht en hun verplichtingen krachtens de desbetreffende internationale akten op dit gebied, in het bijzonder wanneer het kind anders staatloos zou zijn ».

*Wat betreft de artikelen 387sexies en 387septies van het Burgerlijk Wetboek (eerste onderdeel van het middel)*

B.17.1. De verzoekende partijen klagen aan dat de bestreden bepalingen, aangehaald in B.1.2 en B.1.3, de familierechtbank enkel de mogelijkheid bieden te weigeren de overeenkomsten waarin zij voorzien, te homologeren indien die overeenkomsten in strijd zijn met het belang van het kind. Zij interpreteren die bepalingen in die zin dat zij de rechtbank verbieden een belangenafweging te maken waarbij, naast het belang van het kind, dat de eerste overweging moet zijn, rekening zou worden gehouden met dat van de ouders of van de voogd. Zij vorderen de vernietiging van de woorden « De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind » vermeld in artikel 387sexies, tweede lid, en van de woorden « De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind » vermeld in artikel 387septies, § 2, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek.

B.17.2. In zoverre de tussenkomende partijen bovendien de omstandigheid bekritisieren dat de homologatie door de rechtbank waarin is voorzien bij artikel 387sexies, tweede lid, slechts facultatief is, terwijl die waarin is voorzien bij artikel 387septies, § 2, steeds dient te gebeuren, formuleren zij een grief die niet is aangevoerd in het verzoekschrift. Zoals in B.3.3 is vermeld, kunnen de door de tussenkomende vzw's geformuleerde grieven slechts worden onderzocht in zoverre zij overeenstemmen met de in het verzoekschrift geformuleerde middelen.

B.18.1. Zowel artikel 22bis, vierde lid, van de Grondwet als artikel 3, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind verplichten de rechtscolleges om in de eerste plaats het belang van het kind in aanmerking te nemen in de procedures die op het kind betrekking hebben. Artikel 22bis, vijfde lid, van de Grondwet geeft de bevoegde wetgever overigens de opdracht te waarborgen dat het belang van het kind de eerste overweging is.

B.18.2. Hoewel het belang van het kind een primordiaal karakter heeft, heeft het daarom nog geen absoluut karakter. Bij de afweging van de verschillende op het spel staande belangen, neemt het belang van het kind een bijzondere plaats in door het feit dat het de zwakke partij is in de familiale relatie. Die bijzondere plaats maakt het evenwel niet mogelijk om niet eveneens rekening te houden met de belangen van de andere in het geding zijnde partijen.

B.18.3. De wetgever dient bij het uitwerken van een wettelijk statuut voor pleegzorgers de bevoegde overheden de mogelijkheid te bieden om *in concreto* een afweging te maken tussen de belangen van de verschillende betrokken personen, op gevaar af anders een maatregel te nemen die niet evenredig zou zijn met de nagestreefde wettelijke doelstellingen. Er dient echter rekening te worden gehouden met de omstandigheid dat plaatsing in een gezin een maatregel is waarvan het doel precies de bescherming van het kind is, zodat bij het afwegen van alle in het geding zijnde belangen, het belang van het kind noodzakelijkerwijs en in alle gevallen een voorrangspositie inneemt.

B.19.1. De overeenkomsten die in de bestreden bepalingen worden beoogd, hebben betrekking, wat de ene betreft, op de wijze waarop de ouders of de voogd hun recht op het onderhouden van persoonlijk contact met het kind behouden en, wat de andere betreft, op de eventuele delegatie aan de pleegzorgers van de bevoegdheid om andere beslissingen te nemen dan die welke het dagelijks leven van het kind betreffen of dan die welke bij uiterst dringende noodzakelijkheid moeten worden genomen.

B.19.2. In het recht op persoonlijk contact is voorzien bij artikel 387undecies, in het Burgerlijk Wetboek ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 19 maart 2017. Dat artikel bepaalt dat « de ouders of de voogd [...] eveneens het recht [behouden] op persoonlijk contact met het kind » en dat « dit persoonlijk contact [...] enkel om bijzonder ernstige redenen [kan] worden geweigerd ». De overeenkomst met betrekking tot de uitoefening van het recht op persoonlijk contact kan ter homologatie worden voorgelegd aan de familierechtbank.

B.19.3. De bevoegdheid om de beslissingen met betrekking tot de huisvesting, de dagdagelijkse beslissingen en de bij dringende noodzakelijkheid te nemen beslissingen voor het kind te nemen, is bij artikel 387quinquies van het Burgerlijk Wetboek van rechtswege gedelegeerd aan de pleegzorgers. De overeenkomst met betrekking tot de delegatie van andere attributen van het ouderlijk gezag, die tussen de pleegzorgers en de ouders of de voogd kan worden gesloten, moet ter homologatie worden voorgelegd aan de familierechtbank.

B.20.1. De plaatsing van een kind buiten zijn gezin kan slechts worden opgevat als een uitzonderlijke maatregel, die ondergeschikt is aan andere vormen van hulpverlening en die van zo kort mogelijke duur moet zijn.

Tijdens de parlementaire voorbereiding met betrekking tot de bestreden wet is in herinnering gebracht dat « in beginsel [...] de pleegzorg immers een tijdelijke situatie [is] » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-0697/009, p. 36).

In het licht van dat gegeven is het belangrijk om gedurende de periode dat het kind in de pleegzorg verblijft het contact met zijn ouders in stand te houden.

B.20.2. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft ten aanzien van het tijdelijke karakter van de plaatsing van een kind en van het behoud van de band tussen het kind en zijn ouders geoordeeld :

« Hoewel artikel 8 [van het Verdrag] hoofdzakelijk ertoe strekt het individu te beschermen tegen de willekeurige inmenging van de overheid, het aan de Staat ook positieve verplichtingen oplegt die inherent zijn aan een werkelijke 'eerbiediging' van het gezinsleven. Daar waar een familieband blijkt te bestaan, dient de Staat in beginsel zodanig te handelen dat die band kan worden ontwikkeld en de geëigende maatregelen te nemen om de betrokken ouder en kind te herenigen » (EHRM, 26 februari 2002, *Kutzner t. Duitsland*, § 61; 16 februari 2016, *Soares de Melo t. Portugal*, § 89).

« De tenlasteneming van een kind moet in beginsel als een tijdelijke maatregel worden beschouwd, die dient te worden opgeschort zodra de omstandigheden zich daartoe lenen, en [...] elke daad van tenuitvoerlegging moet in overeenstemming zijn met een ultiem doel : de biologische ouder en het kind opnieuw verenigen (zie, in het bijzonder, *Olsson t. Zweden* (nr. 1), [24 maart 1988, reeks A nr. 130.] pp. 36-37, § 81). De positieve verplichting om maatregelen te nemen teneinde de gezinshereniging te vergemakkelijken zodra dat echt mogelijk zal zijn, is aan de bevoegde autoriteiten opgelegd vanaf het begin van de periode van tenlasteneming en met steeds meer aandring, maar moet steeds worden afgewogen tegen de plicht om het hoger belang van het kind in overweging te nemen (*K. en T. t. Finland* [GK], [nr. 25702/94.] § 178) » (EHRM, 26 februari 2002, *Kutzner t. Duitsland*, § 76).

« Enerzijds is het zeker dat kinderen een ontwikkeling in een gezonde omgeving waarborgen tot het belang van het kind behoort en dat artikel 8 van het Verdrag een ouder niet kan toestaan maatregelen te doen nemen die nadelig zijn voor de gezondheid en de ontplooiing van zijn kinderen [...]. Anderzijds is het duidelijk dat het evenzeer in het

belang van het kind is dat de banden tussen hem en zijn familie worden gehandhaafd, behalve in de gevallen waarin die zich bijzonder onwaardig heeft getoond : die band verbreken komt erop neer het kind van zijn wortels af te snijden. Daaruit volgt dat het belang van het kind gebiedt dat alleen heel uitzonderlijke omstandigheden kunnen leiden tot een verbreking van de familiale band en dat alles in het werk wordt gesteld om het persoonlijk contact in stand te houden en, in voorkomend geval, op het gepaste ogenblik, het gezin ' opnieuw samen te stellen ' » (EHRM, 16 februari 2016, *Soares de Melo t. Portugal*, § 93).

« Dienaangaande en wat betreft de verplichting voor de Staat om positieve maatregelen te nemen, heeft het Hof steeds gezegd dat artikel 8 impliceert dat een ouder recht heeft op maatregelen die bedoeld zijn om hem met zijn kind te herenigen en de nationale autoriteiten de verplichting hebben dergelijke maatregelen te nemen [...] » (EHRM, 22 juni 2017, *Barnea en Caldararu t. Italië*, § 66).

B.20.3. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens aanvaardt evenwel ook dat de verplichting om te trachten de ouders en het kind zo snel mogelijk te herenigen niet absoluut is, dat wanneer de belangen van de ouders en het kind niet samenvallen naar een evenwicht moet worden gezocht en dat het belang van het kind kan primeren op dat van de ouders :

« Het Hof heeft herhaaldelijk verklaard dat artikel 8 het recht impliceert van een ouder op specifieke maatregelen om hem te herenigen met zijn kind, alsook de verplichting, voor de nationale overheden, om die te nemen (zie, bijvoorbeeld, *Ignaccolo-Zenide t. Roemenië*, voormeld, § 94, en *Nuutinen t. Finland*, nr. 32842/96, § 127, EHRM 2000-VIII). Die verplichting is evenwel niet absoluut. De aard en de omvang ervan hangen af van de omstandigheden van elke zaak, maar het begrip en de samenwerking van alle betrokkenen vormen daarvan steeds een belangrijke factor. In de hypothese dat contacten met de ouders de hogere belangen van het kind dreigen in het gedrang te brengen of afbreuk te doen aan diens rechten, staat het aan de nationale overheden te waken over een billijk evenwicht daartussen (*Ignaccolo-Zenide*, voormeld, § 94) » (EHRM, 21 oktober 2008, *Clemeno en anderen t. Italië*, § 48; 24 februari 2009, *Errico t. Italië*, § 46).

« In het bijzonder dient [...] het billijke evenwicht dat tot stand moet worden gebracht tussen de tegenstrijdige belangen - die van het kind, die van beide ouders en die van de openbare orde (*Maumousseau en Washington t. Frankrijk*, nr. 39388/05, § 62, EHRM 2007-XIII) - in acht te worden genomen, waarbij evenwel een doorslaggevend belang wordt gehecht aan het hoger belang van het kind (zie, in die zin, *Gnahoré*, voormeld, § 59), en waarbij dat belang, naar gelang van de aard en de ernst ervan, kan primeren op dat van de ouders (*Sahin t. Duitsland* [GC], nr. 30943/96, § 66, EHRM 2003-VIII) » (EHRM, 22 juni 2017, *Barnea en Caldararu t. Italië*, § 64).

B.21. De overeenkomst met betrekking tot de uitoefening van het recht op persoonlijk contact waarin is voorzien in artikel 387sexies van het Burgerlijk Wetboek heeft precies ten doel om, tijdens de periode van pleegzorg, het behoud van de band tussen het kind en zijn ouders of zijn voogd te waarborgen.

In dat verband is het belangrijk dat de overeenkomst wordt gesloten met tussenkomst van de bevoegde organen voor pleegzorg, die in het bijzonder oog dienen te hebben voor het evenwicht tussen de onderscheiden belangen die in het geding zijn, en dus met name ook voor het belang van de ouders of van de voogd.

Het belang van het kind waarmee de rechtbank rekening moet houden bij de homologatie van die overeenkomst bestaat erin, in de mate van het mogelijke, het daadwerkelijke karakter van de band van het kind met zijn ouders of zijn voogd bij de uitoefening van zijn recht op persoonlijk contact te behouden, ermee rekening houdende dat het hoger belang van het kind, naar gelang van de aard en de ernst ervan, kan primeren op dat van de ouders.

B.22. De in artikel 387septies van het Burgerlijk Wetboek bepaalde overeenkomst met betrekking tot de eventuele delegatie aan de pleegzorgers van de bevoegdheid om, buiten het geval van dringende noodzakelijkheid, bepaalde belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, strekt ertoe de pleegzorgers de mogelijkheid te bieden om, met de instemming van de ouders of van de voogd van het kind, vanuit de bekommernis om de pleegzorg en het dagelijks leven van het kind te vergemakkelijken, de beslissingen te nemen waarvan het belang dat van de dagdagelijkse beslissingen overstijgt.

In dat verband is het ook in dit geval belangrijk dat de overeenkomst wordt gesloten met tussenkomst van de bevoegde organen voor pleegzorg, die met name ook over het belang van de ouders of van de voogd dienen te waken.

Het belang van het kind waarmee de rechtbank rekening moet houden bij de homologatie van die overeenkomst bestaat erin, in de mate van het mogelijke, het daadwerkelijke karakter van de band van het kind met zijn ouders of zijn voogd bij de uitoefening van belangrijke beslissingen die op hem betrekking hebben, te behouden, ermee rekening houdende dat het hoger belang van het kind, naar gelang van de aard en de ernst ervan, kan primeren op dat van de ouders.

B.23.1. Rekening houdend met het voorgaande en met het feit dat het belang van het kind in alle maatregelen inzake pleegzorg doorslaggevend is, is het niet in strijd met de in het middel beoogde bepalingen erin te voorzien dat wanneer bij de rechtbank een verzoek is ingediend tot homologatie van de overeenkomsten waarin is voorzien bij de artikelen 387sexies en 387septies van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de artikelen 8 en 9 van de wet van 19 maart 2017, de rechtbank de homologatie enkel weigert indien de overeenkomst in strijd is met het belang van het kind.

B.23.2. Gelet op hetgeen is vermeld in B.23.1, is het tweede middel, in zijn eerste onderdeel, niet gegrond.

*Wat betreft artikel 387octies van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 19 maart 2017 (tweede onderdeel van het middel)*

B.24.1. Artikel 387octies, ingevoegd in het Burgerlijk Wetboek bij artikel 10 van de wet van 19 maart 2017, biedt de pleegzorgers, bij gebrek aan een in artikel 387septies bedoelde overeenkomst met de ouders of de voogd van het kind, de mogelijkheid om van de familierechtbank, ook buiten de gevallen van dringende noodzakelijkheid, de delegatie te verkrijgen van de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind.

B.24.2. De amendementen die aan de basis liggen van de bestreden bepaling, worden verantwoord als volgt :

« Dit artikel heeft betrekking op de gedwongen overdracht van bevoegdheden. Het gaat om de mogelijkheid voor pleegzorgers om een verzoek in te dienen teneinde meer bevoegdheden uit te oefenen. Dit gebeurt in een geval waar er geen overeenkomst kan worden gesloten tussen de ouders en pleegzorgers. Het verzoek moet worden meegedeeld aan het bevoegde orgaan inzake pleegzorg, omdat in het verzoek informatie vermeld wordt over de betrokken partijen, alsook welke uitbreiding van rechten en plichten er wordt gevraagd » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0697/002, p. 11).

« [In] tegenstelling tot het vorige artikel, [gaat het] hier niet om de homologatie van een akkoord, maar wel om een gebrek aan overeenkomst. Het gaat dus om een onenigheid tussen de ouders en de pleegzorgers » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-0697/009, p. 17).

B.25.1. De bestreden bepaling heeft betrekking op een delegatie van bevoegdheden die identiek is met die welke, krachtens artikel 387septies van het Burgerlijk Wetboek, in onderlinge overeenkomst tussen de pleegzorgers en de ouders of de voogd van het kind kan worden overeengekomen. Zij kan immers, volledig of gedeeltelijk, de « belangrijke beslissingen » betreffen « omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, [...] met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon van het kind ».

B.25.2. De bestreden bepaling, ingevoegd in artikel 387octies van het Burgerlijk Wetboek, is echter fundamenteel verschillend van die welke is ingevoegd in artikel 387septies van hetzelfde Wetboek, aangezien zij wordt toegepast bij afwezigheid van een overeenkomst tussen de ouders of de voogd en de pleegzorgers en aangezien zij de rechter de mogelijkheid biedt de ouders, tegen hun zin, en zonder dat er sprake is van dringende noodzakelijkheid, de bevoegdheid te ontnemen om bepaalde, en zelfs alle belangrijke beslissingen voor het leven van hun kind te nemen (met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon), bevoegdheid die tot hun ouderlijk gezag behoort.

B.26. De bestreden maatregel vormt bijgevolg een zeer aanzienlijke inmenging in het recht op eerbiediging van het gezinsleven van de betrokken ouders en kind. Om met de in het middel aangevoerde bepalingen verenigbaar te worden geacht, moet die inmenging nodig zijn in een democratische samenleving en evenredig met het nagestreefde doel zijn. Het begrip « nodig », in de zin van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, houdt het bestaan in van een dwingende maatschappelijke behoefte en, in het bijzonder, de evenredigheid van de inmenging ten aanzien van het nagestreefde legitieme doel (zie, onder meer, *Campbell*, reeds aangehaald, § 44) (EHRM, 24 mei 2018, *Laurent t. Frankrijk*, § 45).

B.27.1. Met betrekking tot het algemene opzet blijkt uit de parlementaire voorbereiding :

« Het is de bedoeling om een statuut te creëren dat duidelijkheid verschaft over de rechten en de plichten van de pleegzorgers, waarbij ze vanaf het begin bevoegdheid krijgen over de dagdagelijkse beslissingen, maar ook over de dringende en noodzakelijke beslissingen. Daarnaast is ook de mogelijkheid voor de pleegzorgers om van bij de aanvang, mits een akkoord met de natuurlijke ouders, meer bevoegdheden te krijgen. Indien er geen akkoord gevonden wordt, kunnen ze zich na één jaar wenden tot de rechter die een beslissing kan treffen in het belang van het kind. Er wordt eveneens een recht op een persoonlijk contact toegekend na een jaar verblijf van het pleegkind bij de pleegzorgers, zodat de band tussen hen niet bruusk wordt verbroken » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0697/011, p. 3).

en ook

« Wij beogen inspraak te verlenen aan pleegouders en hen instrumenten aan te reiken wanneer het belang van het kind gevaar loopt. Het recht op privé- en gezinsleven van de ouders dient hierbij gerespecteerd te worden.

Het wetsvoorstel wil meer duidelijkheid brengen in de situatie van zowel de ouders, de pleegouders als de geplaatste kinderen voor die gevallen waar er discussies en problemen rijzen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-0697/001, p. 6).

B.27.2. Artikel 387quinquies van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 19 maart 2017, bepaalt dat gedurende de periode van plaatsing de pleegzorgers het recht hebben om alle dagdagelijkse beslissingen over het kind alsook de belangrijke beslissingen te nemen in geval van dringende noodzakelijkheid. Artikel 387septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 9 van de wet van 19 maart 2017, bepaalt dat de ouders of de voogd en de pleegzorgers bovendien kunnen overeenkomen om de bevoegdheid om bepaalde belangrijke beslissingen over het kind te nemen, te delegeren. Die twee bepalingen maken het dus mogelijk, enerzijds, duidelijkheid te verschaffen over de rechten en de plichten van de pleegzorgers en, anderzijds, de organisatie van het dagdagelijkse leven van het kind in het pleeggezin te vergemakkelijken.

B.27.3. Bovendien, zoals in B.20.1 wordt vermeld, kan de plaatsing van een kind buiten zijn gezin slechts worden opgevat als een uitzonderlijke maatregel, die ondergeschikt is aan andere vormen van hulpverlening en die van zo kort mogelijke duur moet zijn. Het is belangrijk om gedurende de periode dat het kind in de pleegzorg verblijft, het contact met zijn ouders in stand te houden en daarbij rekening te houden met het feit dat het hoger belang van het kind, volgens de omstandigheden die eigen zijn aan elk voorliggend geval naar gelang van de aard of de ernst ervan, kan primeren op dat van de ouders. Daaruit volgt dat het in het belang van het geplaatste kind is dat zijn oorspronkelijke ouders zoveel mogelijk betrokken blijven bij de belangrijke beslissingen in verband met zijn opvoeding opdat het kind en zijn gezin, zodra mogelijk, herenigd zijn. In dat opzicht is de bestreden bepaling niet beperkt tot bijzondere omstandigheden met betrekking tot de aard of de ernst ervan.

B.27.4. De bestreden bepaling betreft noch dagdagelijkse beslissingen (die door de pleegzorgers kunnen worden genomen op grond van artikel 387quinquies van het Burgerlijk Wetboek), noch spoedeisende beslissingen (*idem*), maar belangrijke beslissingen met betrekking tot de opvoeding of de goederen van het kind die niet spoedeisend zijn. De bestreden bepaling maakt de delegatie mogelijk van « de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen » in een reeks domeinen en niet de delegatie met betrekking tot een specifieke of gerichte beslissing.

B.27.5. Daaruit volgt dat de bestreden bepaling die betrekking heeft op de delegatie van de bevoegdheid om een of meerdere attributen van het ouderlijk gezag uit te oefenen, niet door voldoende waarborgen wordt omringd en op onevenredige wijze afbreuk doet aan het recht op eerbiediging van het gezinsleven van de ouders en van het geplaatste kind.

B.28. Het middel, in zijn tweede onderdeel, is gegrond. Artikel 10 van de wet van 19 maart 2017 dient te worden vernietigd.

Teneinde te vermijden dat de geldigheid wordt betwist van de rechterlijke beslissingen uitgesproken op basis van het vernietigde artikel, dienen de door artikel 10 van de wet van 19 maart 2017 teweeggebrachte gevolgen te worden gehandhaafd tot de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 387octies van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 19 maart 2017 tot wijziging van de wetgeving tot invoering van een statuut voor pleegzorgers;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling voor wat betreft de rechterlijke beslissingen die zijn uitgesproken tot de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*;

- verwerpt voor het overige het beroep onder voorbehoud van wat is vermeld in B.23.1.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 28 februari 2019.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2019/201108]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 36/2019 vom 28. Februar 2019

Geschäftsverzeichnisnummer 6721

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Einführung eines Statuts für Pflegeeltern oder - hilfsweise - der Artikel 8, 9 (teilweise) und 10 (völlig) desselben Gesetzes, erhoben von R.M. und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. August 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 29. August 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Einführung eines Statuts für Pflegeeltern (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. April 2017) oder - hilfsweise - der Artikel 8, 9 (teilweise) und 10 (völlig) desselben Gesetzes: R.M., I.H., A.M. und die VoG « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », unterstützt und vertreten durch RA J. Fierens und RÄin M. Genot, in Brüssel zugelassen.

Die von denselben klagenden Parteien erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Gesetzesbestimmungen wurde durch den Entscheid Nr. 126/2017 vom 19. Oktober 2017, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Januar 2018, zurückgewiesen.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 « zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Einführung eines Statuts für Pflegeeltern » (nachstehend: Gesetzes vom 19. März 2017) oder hilfsweise

- der Worte « Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht » in Artikel 387<sup>sexies</sup> Absatz 2 des Zivilgesetzbuches, der durch Artikel 8 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügt wurde;

- der Worte « Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht » in Artikel 387<sup>septies</sup> Absatz 2 des Zivilgesetzbuches, der durch Artikel 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügt wurde;

- von Artikel 387<sup>octies</sup> des Zivilgesetzbuches, der durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügt wurde.

B.1.2. Artikel 8 des Gesetzes vom 19. März 2017 fügt in das Zivilgesetzbuch einen Artikel 387<sup>sexies</sup> ein, der bestimmt:

« Die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern vereinbaren - unter Mitwirkung des für Pflegeelternschaft zuständigen Organs - schriftlich, wie die Eltern oder der Vormund ihr in Artikel 387<sup>undecies</sup> vorgesehene Recht auf persönlichen Umgang ausüben können, unter Berücksichtigung der Möglichkeiten und der Lebensbedingungen der Eltern.

Gemäß den Artikeln 1253<sup>ter</sup>/4 und 1253<sup>ter</sup>/6 des Gerichtsgesetzbuches kann die Vereinbarung dem Familiengericht zur Homologierung vorgelegt werden. Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht.

Wenn die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern keine Einigung erzielen können, befindet der Richter auf Antrag der zuerst handelnden Partei ».

B.1.3. Artikel 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 fügt in das Zivilgesetzbuch einen Artikel 387<sup>septies</sup> ein, der bestimmt:

« § 1. Die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern können - unter Mitwirkung des für Pflegeelternschaft zuständigen Organs - schriftlich vereinbaren, dass den Pflegeeltern ebenfalls außerhalb von Dringlichkeitsfällen ganz oder teilweise die Befugnis übertragen wird, wichtige Entscheidungen in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und in Bezug auf die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes zu treffen, mit Ausnahme der Rechte und Pflichten mit Bezug auf den Stand der Person des Kindes. Die Rechte und Pflichten in Bezug auf die Verwaltung des Vermögens des Kindes können den Pflegeeltern durch eine Vereinbarung ebenfalls übertragen werden.

In der Vereinbarung werden die Rechte und Pflichten, die den Pflegeeltern im Hinblick auf die Ausübung der elterlichen Autorität übertragen werden, ausdrücklich vermerkt. In der Vereinbarung werden die Modalitäten für die Ausübung der zwischen den Eltern und den Pflegeeltern übertragenen Befugnisse festgelegt.

§ 2. Gemäß den Artikeln 1253<sup>ter</sup>/4 und 1253<sup>ter</sup>/6 des Gerichtsgesetzbuches wird die Vereinbarung dem Familiengericht zur Homologierung vorgelegt. Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht.

Durch die homologierte Vereinbarung darf die Dauer der Unterbringung in einer Familie, die von den für Pflegeelternschaft zuständigen Organen festgelegt wird, nicht beeinträchtigt werden ».

B.1.4. Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes vom 19. März 2017 fügt in das Zivilgesetzbuch einen Artikel 387<sup>octies</sup> ein, der bestimmt:

« § 1. In Ermangelung einer Vereinbarung, wie in Artikel 387<sup>septies</sup> erwähnt, und sofern das Kind während mindestens eines Jahres vor dem Antrag ständig in der Familie der Pflegeeltern untergebracht war, können die Pflegeeltern beim Familiengericht beantragen, dass ihnen ebenfalls außerhalb von Dringlichkeitsfällen ganz oder teilweise die Befugnis übertragen wird, wichtige Entscheidungen in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und in Bezug auf die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes zu treffen, mit Ausnahme der Rechte und Pflichten mit Bezug auf den Stand der Person des Kindes. Die Rechte und Pflichten in Bezug auf die Verwaltung des Vermögens des Kindes können den Pflegeeltern ebenfalls übertragen werden.

Der Antrag wird gemäß den Artikeln 1253<sup>ter</sup>/4 bis 1253<sup>ter</sup>/6 des Gerichtsgesetzbuches eingereicht.

Durch das Urteil darf die Dauer der Unterbringung in einer Familie, die von den für Pflegeelternschaft zuständigen Organen festgelegt wird, nicht beeinträchtigt werden.

Sie reichen ihre Klage, je nach Fall, gegen beide Elternteile, den einzigen Elternteil oder den Vormund des Kindes ein.

§ 2. Im Urteil oder im Entscheid werden die Rechte und Pflichten, die den Pflegeeltern im Hinblick auf die Ausübung der elterlichen Autorität übertragen werden, ausdrücklich vermerkt ».

B.1.5. Außerdem führt Artikel 20 des angefochtenen Gesetzes Artikel 7 des Gesetzes vom 8. April 1965 « über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens » mit dem folgenden Wortlaut wieder ein:

« Art. 7. Das Jugendgericht kann über alle in Buch I Titel IX des Zivilgesetzbuches erwähnten Maßnahmen mit Bezug auf die elterliche Autorität befinden, insofern diese Maßnahmen mit den bereits angeordneten Jugendschutzmaßnahmen zusammenhängen ».

B.2.1. Durch das Gesetz vom 19. März 2017 will der Gesetzgeber ein Statut für Pflegeeltern einführen, sodass für die Beziehungen zwischen dem Pflegekind, seinen Eltern oder seinem Vormund und den Pflegeeltern Rechtssicherheit gewährleistet ist und « die Verwirrung hinsichtlich der Rechte und Pflichten der Pflegeeltern und des Umstands, dass sie nicht die Möglichkeit haben, ihre Meinung einzubringen, » beendet wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0697/001, S. 7).

B.2.2. Artikel 7 des Gesetzes vom 19. März 2017, gegen den keine Beschwerdegründe angeführt werden, fügt in das Zivilgesetzbuch einen Artikel 387*quinquies* ein, der die Aufteilung bestimmter Attribute der elterlichen Autorität zwischen den Eltern oder dem Vormund und den Pflegeeltern während des Unterbringungszeitraums regelt. Diese Bestimmung sieht vor, dass die Pflegeeltern das Unterbringungsrecht und das Recht, alle täglichen Entscheidungen mit Bezug auf das Kind zu treffen, ausüben und dass die Eltern oder der Vormund außer in Fällen äußerster Dringlichkeit die Befugnis behalten, wichtige Entscheidungen in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und in Bezug auf die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes zu treffen.

*In Bezug auf die Zulässigkeit*

B.3.1. Die Flämische Regierung macht geltend, dass die Klage nur teilweise zulässig sei, insofern sich die in der Antragschrift dargelegten Beschwerdegründe nur auf die Artikel 8, 9, 10 und 20 des Gesetzes vom 19. März 2017 beziehen.

Sie ist außerdem der Auffassung, dass die Beitrittsantragschrift unzulässig ist, da die von den beitretenden Parteien vorgebrachten Beschwerdegründe andere als die von den klagenden Parteien dargelegten Beschwerdegründe seien.

B.3.2. Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf jene Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, gegen die tatsächlich Beschwerdegründe angeführt werden.

B.3.3. Die von den beitretenden VoG geltend gemachten Beschwerdegründe können nur geprüft werden, insofern sie den in der Antragschrift enthaltenen Klagegründen entsprechen. Denn Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof gestattet es nicht wie Artikel 85 desselben Sondergesetzes, dass in einem Interventionsschriftsatz neue Klagegründe vorgebracht werden.

*In Bezug auf die aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe*

*Was den ersten Klagegrund der klagenden Parteien betrifft*

B.4. Die klagenden Parteien, denen sich in diesem Punkt die Regierung der Französischen Gemeinschaft anschließt, leiten einen ersten Klagegrund aus einem Verstoß gegen Artikel 128 § 1 der Verfassung und gegen Artikel 5 § 1 II Nr. 1 und 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ab. Sie vertreten den Standpunkt, dass das angefochtene Gesetz und insbesondere seine Artikel 8, 9 und 20 die Zuständigkeit der Gemeinschaften, die vorläufige Unterbringung der Kinder zu regeln, verletzen.

B.5.1. Aufgrund von Artikel 128 § 1 der Verfassung sind die Gemeinschaften für personenbezogene Angelegenheiten zuständig. Artikel 5 § 1 II des vorerwähnten Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt, dass die personenbezogenen Angelegenheiten auf dem Gebiet des Personenbestands sind:

« 1° die Familienpolitik einschließlich aller Formen von Hilfe und Unterstützung für Familien und Kinder,

[...]

6° der Jugendschutz einschließlich des sozialen Schutzes und des gerichtlichen Schutzes mit Ausnahme:

a) der zivilrechtlichen Bestimmungen über die Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie, wie sie im Zivilgesetzbuch und in den Gesetzen zur Ergänzung dieses Gesetzbuches festgelegt sind,

b) der strafrechtlichen Bestimmungen, die gegen den Jugendschutz verstößende Verhaltensweisen als Straftaten ausweisen und diese Verstöße ahnden, einschließlich der Bestimmungen, die sich auf die Verfolgung beziehen, unbeschadet des Artikels 11 und des Artikels 11bis,

c) der Organisation der Jugendgerichte, ihrer territorialen Zuständigkeit und des Verfahrens vor diesen Gerichten,

d) der Vollstreckung der Strafen, die gegenüber Minderjährigen ausgesprochen werden, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben und denen gegenüber eine Abgabemaßnahme getroffen worden ist, unter Ausschluss der Verwaltung der Zentren, die zur Aufnahme dieser Jugendlichen bis zum Alter von dreiundzwanzig Jahren bestimmt sind,

e) der Entziehung der elterlichen Gewalt und der Aufsicht über Familienleistungen oder sonstige Sozialzulagen,

[...] ».

B.5.2. Für die Zuständigkeit der Gemeinschaften in Sachen Jugendschutz gelten also Ausnahmen insbesondere bezüglich der zivilrechtlichen Bestimmungen über die Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie, die Organisation der Jugendgerichte und die Entziehung der elterlichen Autorität.

B.6. Im Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats zu dem Gesetzesvorschlag heißt es:

« L'adoption des règles de droit civil et de procédure que contient la proposition de loi trouve son fondement, quant aux compétences, dans le pouvoir résiduel de l'autorité fédérale en matière de droit civil et judiciaire, ainsi que, dans la mesure où la proposition de loi concerne également les placements en familles d'accueil dans le cadre de la protection de la jeunesse, dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6<sup>o</sup>, a) et c), de la loi spéciale du 8 août 1980, [...].

Le texte adopté en commission et les amendements examinés demeurent dans la compétence de l'autorité fédérale en matière de droit civil sauf l'amendement n° 28, qui s'immisce dans la compétence communautaire d'organiser le placement provisoire de l'enfant; cet amendement outrepassé donc les compétences de l'autorité fédérale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/008, p. 4).

B.7.1. Die Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 sollen bestimmen, wie die jeweiligen Rechte und Pflichten einerseits der Eltern oder des Vormunds des Kindes und andererseits der Pflegeeltern festgelegt werden, was die Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang und die Ausübung bestimmter Attribute der elterlichen Autorität betrifft. Sie sehen vor, dass die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern in Bezug auf diese beiden Punkte eine schriftliche Vereinbarung abschließen können. In dieser regeln sie das Statut der Pflegeeltern und die Aufteilung bestimmter Aspekte der elterlichen Autorität und unterliegen somit der Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers auf dem Gebiet des Zivilrechts.

B.7.2. Es ist eindeutig, dass der föderale Gesetzgeber durch die Ausübung seiner Zuständigkeit auf dem Gebiet der « zivilrechtlichen Bestimmungen über die Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie » zur Einführung eines Statuts für Pflegeeltern die jeweiligen Rechte und Pflichten der Eltern oder des Vormunds des Kindes und der Personen, die es aufnehmen, hinsichtlich der Ausübung bestimmter Attribute der elterlichen Autorität festlegt und somit Bestimmungen erlässt, die sich auf die Rechtsfigur der Unterbringung des Kindes in einer Pflegefamilie auswirken, die in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fällt. Aus dieser Feststellung allein folgt jedoch noch nicht, dass der föderale Gesetzgeber sich in die Zuständigkeit der Gemeinschaften einmischen würde.

B.7.3. Selbst wenn davon auszugehen wäre, dass die Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes - wie es die klagenden Parteien vorbringen - die Einführung einer verschleierte Form der Entziehung der elterlichen Autorität bewirken würden, müsste man im Übrigen feststellen, dass die Entziehung der elterlichen Autorität aufgrund von Artikel 5 § 1 II Nr. 6 Buchstabe e) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eine Angelegenheit ist, die ebenfalls zu den Zuständigkeiten der Föderalbehörde gehört.

B.8.1. Jedoch sehen die Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 im Gegensatz zu den Texten, die dem Staatsrat zur Begutachtung vorgelegt wurden, jeweils die Mitwirkung des für Pflegeeltern zuständigen Organs am Abschluss der Vereinbarung, die sich auf die Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang durch die Eltern oder den Vormund bezieht, und der Vereinbarung, die sich auf die Übertragung von bestimmten Attributen der elterlichen Autorität auf die Pflegeeltern bezieht, vor. Der föderale Gesetzgeber überträgt also den für die Pflegeelternschaft zuständigen Organen, die in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fallen, neue Aufgaben. Aus dem Text der angefochtenen Bestimmungen geht nicht hervor, dass diese Aufgaben, wie es der Ministerrat anführt, fakultativ wären. Es ist ganz im Gegenteil so, dass die zuständigen Gemeinschaftsorgane verpflichtet sind, an der Verhandlung mitzuwirken, die zum Abschluss der Vereinbarungen zwischen den Eltern oder dem Vormund des Kindes und den Pflegeeltern führen.

B.8.2. Die Autonomie, über die die Föderalbehörde sowie die Gemeinschaften oder die Regionen innerhalb ihres eigenen Zuständigkeitsbereichs verfügen, verhindert es grundsätzlich, dass eine Behörde einen Dienst, der zu einer anderen Behörde gehört, ohne deren Zustimmung verpflichtet, seine Mitarbeit bei der Ausführung der Politik der erstgenannten Behörde zu gewähren.

B.8.3. Daraus ergibt sich, dass es grundsätzlich nicht dem föderalen Gesetzgeber obliegt, Organen, die der Zuständigkeit der Gemeinschaften unterstehen, Aufgaben zu übertragen oder ihnen Pflichten aufzuerlegen. Jedoch konnte der föderale Gesetzgeber im vorliegenden Fall vernünftigerweise den Standpunkt vertreten, dass es für die Ausübung seiner Zuständigkeit für das Statut für Pflegeeltern notwendig ist, die Mitwirkung der für Pflegeelternschaft zuständigen Gemeinschaftsorgane vorzusehen, wenn er die Möglichkeit einführt, Vereinbarungen zwischen den Eltern des untergebrachten Kindes und den Pflegeeltern abzuschließen. Diese Mitwirkung stellt nämlich eine Garantie für die Wahrung der Rechte der Eltern und der übergeordneten Interessen des Kindes dar. Außerdem weisen die klagenden Parteien und die Regierung der Französischen Gemeinschaft nicht ausreichend nach, dass die Auswirkungen dieser Aufträge mehr als marginal wären. Es ist nicht zu erkennen, dass die Ausübung ihrer Zuständigkeiten für den Jugendschutz und die Familienpolitik durch die Gemeinschaften dadurch unverhältnismäßig beeinträchtigt wird, zumal es den Gemeinschaften obliegt, die Modalitäten der Mitwirkung ihrer Dienste festzulegen.

B.9.1. Im Übrigen machen die angefochtenen Artikel 8 und 9 es den Gemeinschaften nicht unmöglich oder erschweren es ihnen übermäßig, ihre Befugnisse im Bereich der Jugendhilfe und der Unterbringung in einer Familie auszuüben.

Der neue Artikel 387*sexies* des Zivilgesetzbuches schreibt es nicht vor, dass die Vereinbarung über die Modalitäten der Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang mit dem Kind durch die Eltern oder den Vormund dem Familiengericht zur Homologierung vorgelegt wird; sie kann ihm auf freiwilliger Basis vorgelegt werden. Zudem scheint sich aus der Begründung des Abänderungsantrags, der dieser Bestimmung zugrunde lag, ableiten zu lassen, dass die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern, wenn eine Vereinbarung in Bezug auf die Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang abgeschlossen werden muss, die Modalitäten dieses persönlichen Umgangs « ebenfalls schriftlich vereinbaren können » und dass « die betroffenen Parteien, wenn keine Einigung gefunden werden kann, die Möglichkeit haben, das Familiengericht anzurufen und so die konkreten Regeln des Rechts auf persönlichen Umgang festzulegen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-0697/009, SS. 36-37), was die Gemeinschaften nicht daran hindert, die Unterbringung des Kindes und die Begleitung der Eltern oder des Vormunds und der Pflegeeltern zu regeln.

Der neue Artikel 387*septies* des Zivilgesetzbuches schreibt den Abschluss einer Vereinbarung über die Übertragung von bestimmten Attributen der elterlichen Autorität nicht vor. Diese Bestimmung lässt den Gemeinschaften daher ausreichende Möglichkeiten, diesbezüglich im Rahmen des Statuts für Pflegeeltern, das Rechte und Pflichten gegenüber dem untergebrachten Kind umfasst und das vom föderalen Gesetzgeber festgelegt wurde, die Politik ihrer Wahl umzusetzen.

B.9.2. Außerdem hat Artikel 20 des Gesetzes vom 19. März 2017, durch den Artikel 7 des Gesetzes vom 8. April 1965 wiedereingeführt wird, das Ziel, es dem Jugendgericht zu ermöglichen, über alle Maßnahmen mit Bezug auf die elterliche Autorität zu befinden, wenn es Maßnahmen des Jugendschutzes in Bezug auf einen Minderjährigen ergreift, um die Kohärenz der für diesen getroffenen Schutzregelungen zu gewährleisten.

B.9.3. Aufgrund von Artikel 146 der Verfassung ist die Zuständigkeit der Gerichtshöfe und Gerichte eine Angelegenheit, die grundsätzlich in die Zuständigkeit des föderalen Gesetzgebers fällt. Durch die angefochtene Bestimmung werden die Grenzen seiner Zuständigkeiten also nicht überschritten. Im Übrigen beweist der Umstand, dass es dem föderalen Gesetzgeber bewusst war, dass das von ihm angenommene Statut für Pflegeeltern Auswirkungen auf die Maßnahmen des Jugendgerichts in Anwendung der Bestimmungen, die von den Gemeinschaften im Bereich der Jugendhilfe und des Jugendschutzes erlassen wurden, haben könnte, was Artikel 20 des Gesetzes vom 19. März 2017 zeigt, nicht, dass er dadurch auf die Zuständigkeiten der Gemeinschaften übergreifen hätte.

B.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Was den neuen Klagegrund der Regierung der Französischen Gemeinschaft betrifft*

B.11.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft leitet einen neuen Klagegrund aus einem Verstoß gegen Artikel 143 § 1 der Verfassung und den Grundsatz der föderalen Loyalität ab. Sie macht geltend, dass die Gemeinschaften ungeachtet des wiederholten diesbezüglichen Ersuchens der Französischen Gemeinschaft und der aus ihr hervorgegangenen Vereinigungen, die direkt von dem angefochtenen Gesetz betroffen sind, nicht angemessen in das Gesetzgebungsverfahren einbezogen worden seien.



B.11.2. Die Flämische Regierung macht ihrerseits geltend, dass eine Konzertierung zwischen dem Kabinett des föderalen Justizministers und den Kabinetten der zuständigen Gemeinschaftsminister stattgefunden habe, obgleich es im vorliegenden Fall keine ausdrückliche Verpflichtung zur Konzertierung gibt.

B.12. Artikel 143 § 1 der Verfassung bestimmt:

« Der Föderalstaat, die Gemeinschaften, die Regionen und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission respektieren bei der Ausübung ihrer jeweiligen Befugnisse die föderale Loyalität, um Interessenkonflikte zu vermeiden ».

Die Beachtung der föderalen Loyalität setzt voraus, dass die Föderalbehörde und die Gliedstaaten bei der Ausübung ihrer Zuständigkeiten das Gleichgewicht der föderalen Struktur insgesamt nicht stören. Die föderale Loyalität betrifft mehr als die bloße Ausübung von Zuständigkeiten; sie gibt an, in welchem Sinne dies geschehen muss.

Der Grundsatz der föderalen Loyalität verpflichtet jeden Gesetzgeber dazu, darauf zu achten, dass die Ausübung seiner Zuständigkeit die Ausübung der Zuständigkeiten der anderen Gesetzgeber nicht unmöglich macht oder in übertriebenem Maße erschwert.

B.13. Selbst in den Angelegenheiten, in denen der Sondergesetzgeber nicht die Einführung einer Form der Konzertierung oder der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Behörden vorgeschrieben hat, kann es die Einhaltung der föderalen Loyalität erfordern, dass eine Konzertierung stattfindet, wenn ihre jeweiligen Zuständigkeiten eng miteinander verbunden sind und sich die von einer von ihnen in ihrem eigenen Zuständigkeitsbereich ergriffenen Maßnahmen auf die Politik der anderen auswirken können.

B.14.1. Wie bei der Prüfung des ersten Klagegrunds der klagenden Parteien festgestellt wurde, hat der föderale Gesetzgeber durch die Einführung eines Statuts für Pflegeeltern, durch die Regelung der Aufteilung der Ausübung bestimmter Attribute der elterlichen Autorität zwischen ihnen und den Eltern oder dem Vormund des Kindes und durch den Erlass bestimmter Verfahrensregeln zu diesem Zweck es den Gemeinschaften nicht unmöglich gemacht oder übermäßig erschwert, ihre Befugnisse im Bereich der Jugendhilfe oder des Jugendschutzes auszuüben.

B.14.2. Im Übrigen geht aus den Erläuterungen des Ministerrats, der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Regierung hervor, dass während des Gesetzgebungsverfahrens eine Konzertierung zwischen den betroffenen ministeriellen Kabinetten stattgefunden hat. In dem Bericht zur ersten Lesung im Justizausschuss der Kammer ist ebenfalls angegeben, dass « die Stellungnahme der Gemeinschaften bereits am 9. Juni 2015 insbesondere bezüglich der Frage der Zuständigkeiten, die den Gemeinschaften zustehen, eingeholt wurde » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-0697/005, S. 14).

Der bloße Umstand, dass mit dieser Konzertierung kein Konsens zwischen den verschiedenen Akteuren erreicht werden konnte, kann nicht zu der Schlussfolgerung führen, dass der föderale Gesetzgeber gegen den Grundsatz der föderalen Loyalität verstoßen hat.

B.15. Der neue Klagegrund der Regierung der Französischen Gemeinschaft ist unbegründet.

*In Bezug auf den aus einer Verletzung von Grundrechten abgeleiteten Klagegrund*

B.16.1. Die klagenden Parteien leiten einen zweiten Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22bis der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 3 und 7 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes ab.

B.16.2. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer ».

Die Tragweite der vorerwähnten Vertragsbestimmung entspricht derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, weshalb die Garantien, die durch die beiden Bestimmungen geboten werden, ein untrennbares Ganzes bilden.

B.16.3. Artikel 22bis der Verfassung bestimmt:

« Jedes Kind hat ein Recht auf Achtung vor seiner moralischen, körperlichen, geistigen und sexuellen Unversehrtheit.

Jedes Kind hat das Recht, sich in allen Angelegenheiten, die es betreffen, zu äußern; seiner Meinung wird unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens Rechnung getragen.

Jedes Kind hat das Recht auf Maßnahmen und Dienste, die seine Entwicklung fördern.

Das Wohl des Kindes ist in allen Entscheidungen, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet diese Rechte des Kindes ».

B.16.4. Artikel 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

« 1. Bei allen Maßnahmen, die Kinder betreffen, gleichviel ob sie von öffentlichen oder privaten Einrichtungen der sozialen Fürsorge, Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen getroffen werden, ist das Wohl des Kindes ein Gesichtspunkt, der vorrangig zu berücksichtigen ist.

2. Die Vertragsstaaten verpflichten sich, dem Kind unter Berücksichtigung der Rechte und Pflichten seiner Eltern, seines Vormunds oder anderer für das Kind gesetzlich verantwortlicher Personen den Schutz und die Fürsorge zu gewährleisten, die zu seinem Wohlergehen notwendig sind; zu diesem Zweck treffen sie alle geeigneten Gesetzgebungs- und Verwaltungsmaßnahmen.

3. Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die für die Fürsorge für das Kind oder dessen Schutz verantwortlichen Institutionen, Dienste und Einrichtungen den von den zuständigen Behörden festgelegten Normen entsprechen, insbesondere im Bereich der Sicherheit und der Gesundheit sowie hinsichtlich der Zahl und der fachlichen Eignung des Personals und des Bestehens einer ausreichenden Aufsicht ».

B.16.5. Artikel 7 desselben Übereinkommens bestimmt:

« 1. Das Kind ist unverzüglich nach seiner Geburt in ein Register einzutragen und hat das Recht auf einen Namen von Geburt an, das Recht, eine Staatsangehörigkeit zu erwerben, und soweit möglich das Recht, seine Eltern zu kennen und von ihnen betreut zu werden.

2. Die Vertragsstaaten stellen die Verwirklichung dieser Rechte im Einklang mit ihrem innerstaatlichen Recht und mit ihren Verpflichtungen aufgrund der einschlägigen internationalen Übereinkünfte in diesem Bereich sicher, insbesondere für den Fall, dass das Kind sonst staatenlos wäre ».

*Was die Artikel 387sexies und 387septies des Zivilgesetzbuches betrifft (erster Teil des Klagegrunds)*

B.17.1. Die klagenden Parteien bemängeln an den angefochtenen Bestimmungen, die in B.1.2 und B.1.3 zitiert wurden, dass sie es dem Familiengericht nur ermöglichen, die Homologierung der in ihnen vorgesehenen Vereinbarungen zu verweigern, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes stehen. Sie legen diese Bestimmungen dahin aus, dass sie es dem Gericht verbieten würden, eine Interessenabwägung vorzunehmen, bei der neben dem Interesse des Kindes, das vorrangig sein muss, das Interesse der Eltern oder des Vormunds berücksichtigt würde. Sie beantragen die Nichtigerklärung der Worte « Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht » in Artikel 387sexies Absatz 2 und der Worte « Die Homologierung kann nur verweigert werden, wenn sie im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht » in Artikel 387septies § 2 des Zivilgesetzbuches.

B.17.2. Insoweit die beitretenden Parteien darüber hinaus den Umstand kritisieren, dass die in Artikel 387sexies Absatz 2 vorgesehene Homologierung durch das Gericht nur fakultativ sei, während die in Artikel 387septies § 2 vorgesehene Homologierung stets erfolgen müsse, führen sie einen Beschwerdegrund an, der nicht in der Klageschrift enthalten ist. Wie in B.3.3 erwähnt, können die von den beitretenden VoG geltend gemachten Beschwerdegründe nur geprüft werden, insofern sie den in der Klageschrift geltend gemachten Klagegründen entsprechen.

B.18.1. Sowohl Artikel 22bis Absatz 4 der Verfassung als auch Artikel 3 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes verpflichten die Gerichte dazu, in Verfahren, die sich auf das Kind beziehen, das Wohl des Kindes vorrangig zu berücksichtigen. Durch Artikel 22bis Absatz 5 der Verfassung wird der zuständige Gesetzgeber außerdem beauftragt zu gewährleisten, dass das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt wird.

B.18.2. Auch wenn die Interessen des Kindes von vorrangiger Bedeutung sind, haben sie dennoch keine absolute Geltung. Bei der Abwägung der verschiedenen beteiligten Interessen nehmen die Interessen des Kindes eine besondere Stellung ein, weil es die schwache Partei in den Familienbeziehungen ist. Diese Sonderstellung ermöglicht es dennoch nicht, die Interessen der anderen beteiligten Parteien nicht auch zu berücksichtigen.

B.18.3. Bei der Ausarbeitung eines gesetzlichen Statuts für Pflegeeltern muss der Gesetzgeber den zuständigen Behörden die Möglichkeit bieten, *in concreto* eine Abwägung zwischen den Interessen der verschiedenen Beteiligten vorzunehmen, da sonst die Gefahr besteht, eine Maßnahme zu ergreifen, die nicht im Verhältnis zu den angestrebten legitimen Zielen steht. Es ist jedoch der Umstand zu berücksichtigen, dass die Unterbringung in einer Familie eine Maßnahme ist, deren Ziel gerade der Schutz des Kindes ist, sodass bei der Abwägung aller vorhandenen Interessen das Interesse des Kindes zwangsläufig und in allen Fällen eine vorrangige Stellung einnimmt.

B.19.1. Die in den angefochtenen Bestimmungen erwähnten Vereinbarungen beziehen sich zum einen auf die Art und Weise, in der die Eltern oder der Vormund ihr Recht auf persönlichen Umgang mit dem Kind ausüben können, und zum anderen auf die mögliche Übertragung der Befugnis auf die Pflegeeltern, andere Entscheidungen als die zu treffen, die das tägliche Leben des Kindes betreffen, oder als die, die in äußerster Dringlichkeit getroffen werden müssen.

B.19.2. Das Recht auf persönlichen Umgang ist in Artikel 387undecies vorgesehen, der durch Artikel 13 des Gesetzes vom 19. März 2017 in das Zivilgesetzbuch eingefügt wurde. Dieser Artikel bestimmt, dass « die Eltern oder der Vormund [...] ebenfalls das Recht auf persönlichen Umgang mit dem Kind [behalten] » und dass « dieser persönliche Umgang [...] nur aus sehr schwerwiegenden Gründen verweigert werden [kann] ». Die Vereinbarung über die Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang kann dem Familiengericht zur Homologierung vorgelegt werden.

B.19.3. Die Befugnis, mit Bezug auf das Kind die Entscheidungen, die die Unterbringung betreffen, die täglichen Entscheidungen und die Entscheidungen zu treffen, die in Fällen äußerster Dringlichkeit zu treffen sind, sind Rechte, die durch Artikel 387quinquies des Zivilgesetzbuches an die Pflegefamilien übertragen werden. Die Vereinbarung über die Übertragung anderer Attribute der elterlichen Autorität, die von den Pflegefamilien mit den Eltern oder dem Vormund abgeschlossen werden kann, muss dem Familiengericht zur Homologierung vorgelegt werden.

B.20.1. Die Unterbringung eines Kindes außerhalb seiner Familie kann nur als eine außergewöhnliche, zu anderen Formen der Hilfe ergänzende Maßnahme angesehen werden, die von möglichst kurzer Dauer sein muss.

Während der Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz wurde darauf hingewiesen, dass « die Aufnahme in einer Familie nämlich grundsätzlich eine vorübergehende Situation ist » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-0697/009, S. 36).

Im Lichte dieser Situation ist es wichtig, die Beziehungen zwischen dem Kind und seinen Eltern während der Dauer seines Aufenthalts in einer Pflegefamilie aufrechtzuerhalten.

B.20.2. Hinsichtlich der vorübergehenden Beschaffenheit der Unterbringung eines Kindes und der Aufrechterhaltung der Bindung zwischen dem Kind und seinen Eltern hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geurteilt:

« Si l'article 8 [de la Convention] tend pour l'essentiel à prémunir l'individu contre des ingérences arbitraires des pouvoirs publics, il met de surcroît à la charge de l'Etat des obligations positives inhérentes au ' respect ' effectif de la vie familiale. Ainsi, là où l'existence d'un lien familial se trouve établie, l'Etat doit en principe agir de manière à permettre à ce lien de se développer et prendre les mesures propres à réunir le parent et l'enfant concernés » (CEDH, 26 février 2002, *Kutzner c. Allemagne*, § 61; 16 février 2016, *Soares de Melo c. Portugal*, § 89).

« La prise en charge d'un enfant doit en principe être considérée comme une mesure temporaire, à suspendre dès que les circonstances s'y prêtent, et [...] tout acte d'exécution doit concorder avec un but ultime : unir à nouveau le parent par le sang et l'enfant (voir, en particulier, *Olsson c. Suède* (n°1), [24 mars 1988, série A n° 130.] pp. 36-37, § 81). L'obligation positive de prendre des mesures afin de faciliter la réunion de la famille dès que cela sera vraiment possible s'impose aux autorités compétentes dès le début de la période de prise en charge et avec de plus en plus de force, mais doit toujours être mise en balance avec le devoir de considérer l'intérêt supérieur de l'enfant (*K. et T. c. Finlande* [GC], [n° 25702/94.] § 178) » (CEDH, 26 février 2002, *Kutzner c. Allemagne*, § 76).

« D'un côté, il est certain que garantir aux enfants une évolution dans un environnement sain relève de l'intérêt de l'enfant et que l'article 8 de la Convention ne saurait autoriser un parent à faire prendre des mesures préjudiciables à la santé et au développement de ses enfants [...]. D'un autre côté, il est clair qu'il est tout autant dans l'intérêt de l'enfant que les liens entre lui et sa famille soient maintenus, sauf dans les cas où celle-ci s'est montrée particulièrement indigne : briser ce lien revient à couper l'enfant de ses racines. Il en résulte que l'intérêt de l'enfant commande que seules des circonstances tout à fait exceptionnelles puissent conduire à une rupture du lien familial et que tout soit mis en œuvre pour maintenir les relations personnelles et, le cas échéant, le moment venu, ' reconstituer ' la famille » (CEDH, 16 février 2016, *Soares de Melo c. Portugal*, § 93).

« À cet égard et s'agissant de l'obligation pour l'État de prendre des mesures positives, la Cour n'a cessé de dire que l'article 8 implique le droit pour un parent à des mesures destinées à le réunir avec son enfant et l'obligation pour les autorités nationales de prendre de telles mesures » (CEDH, 22 juin 2017, *Barnea et Caldararu c. Italie*, § 66).

B.20.3. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geht jedoch auch davon aus, dass die Verpflichtung, die darin besteht zu versuchen, die Eltern und das Kind so schnell wie möglich wieder zusammenzuführen, nicht absolut ist, dass ein Ausgleich gefunden werden muss, wenn die Interessen der Eltern und des Kindes voneinander abweichen, und dass das Interesse des Kindes schwerer wiegen kann als das der Eltern:

« La Cour a déclaré à de nombreuses reprises que l'article 8 implique le droit d'un parent à des mesures propres à le réunir à son enfant et l'obligation pour les autorités nationales de les prendre (voir, par exemple, *Ignaccolo-Zenide c. Roumanie*, précité, § 94, et *Nuutinen c. Finlande*, n° 32842/96, § 127, CEDH 2000-VIII). Cette obligation n'est toutefois pas absolue. Sa nature et son étendue dépendent des circonstances de chaque espèce, mais la compréhension et la coopération de l'ensemble des personnes concernées en constituent toujours un facteur important. Dans l'hypothèse où des contacts avec les parents risquent de menacer les intérêts supérieurs de l'enfant ou de porter atteinte à ses droits, il revient aux autorités nationales de veiller à un juste équilibre entre eux (*Ignaccolo-Zenide*, précité, § 94) » (CEDH, 21 octobre 2008, *Clemeno et autres c. Italie*, § 48; 24 février 2009, *Errico c. Italie*, § 46).

« En particulier, [...] il faut avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts concurrents - ceux de l'enfant, ceux des deux parents et ceux de l'ordre public (*Maumousseau et Washington c. France*, n° 39388/05, § 62, CEDH 2007-XIII) -, attachant toutefois une importance déterminante à l'intérêt supérieur de l'enfant (voir, dans ce sens, *Gnahoré*, précité, § 59) qui, selon sa nature et sa gravité, peut l'emporter sur celui des parents (*Sahin c. Allemagne* [GC], n° 30943/96, § 66, CEDH 2003-VIII) » (CEDH, 22 juin 2017, *Barnea et Caldararu c. Italie*, § 64).

B.21. Der Zweck der Vereinbarung über die Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang, die in Artikel 387sexies des Zivilgesetzbuches vorgesehen ist, besteht gerade darin, die Aufrechterhaltung der Bindung zwischen dem Kind und seinen Eltern oder seinem Vormund während der Dauer der Aufnahme in einer Familie zu gewährleisten.

In diesem Zusammenhang ist es wichtig, dass die Vereinbarung unter Mitwirkung der für Pflegeelternschaft zuständigen Organe abgeschlossen wird, die besonders auf einen Ausgleich zwischen den verschiedenen vorhandenen Interessen und also auch insbesondere auf die Interessen der Eltern oder des Vormunds achten müssen.

Das Interesse des Kindes, das das Gericht bei der Homologierung dieser Vereinbarung berücksichtigen muss, besteht darin, im Rahmen des Möglichen die Bindung des Kindes zu seinen Eltern oder seinem Vormund bei der Ausübung des Rechts auf persönlichen Umgang tatsächlich aufrechtzuerhalten, wobei zu berücksichtigen ist, dass die übergeordneten Interessen des Kindes entsprechend ihrer Beschaffenheit und ihrer Ernsthaftigkeit Vorrang vor denjenigen der Eltern haben können.

B.22. Die in Artikel 387septies des Zivilgesetzbuches vorgesehene Vereinbarung über die mögliche Übertragung der Befugnis, auch ohne Dringlichkeit bestimmte wichtige Entscheidungen in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes zu treffen, auf die Pflegeeltern soll es den Pflegeeltern ermöglichen, mit dem Einverständnis der Eltern oder des Vormunds des Kindes Entscheidungen zu treffen, deren Bedeutung über die von täglichen Entscheidungen hinausgeht, mit dem Ziel, die Aufnahme und das tägliche Leben des Kindes zu erleichtern.

In diesem Zusammenhang ist es in einem solchen Fall ebenfalls wichtig, dass die Vereinbarung unter Mitwirkung der für Pflegeelternschaft zuständigen Organe abgeschlossen wird, die insbesondere auch auf die Interessen der Eltern oder des Vormunds achten müssen.

Das Interesse des Kindes, das das Gericht bei der Homologierung dieser Vereinbarung berücksichtigen muss, besteht darin, im Rahmen des Möglichen die Bindung des Kindes zu seinen Eltern oder seinem Vormund bei der Wahrnehmung von wichtigen es betreffenden Entscheidungen tatsächlich aufrechtzuerhalten, wobei zu berücksichtigen ist, dass die übergeordneten Interessen des Kindes entsprechend ihrer Beschaffenheit und ihrer Ernsthaftigkeit Vorrang vor denjenigen der Eltern haben können.

B.23.1. Unter Berücksichtigung des Vorstehenden und des Umstandes, dass das Interesse des Kindes bei allen Maßnahmen im Rahmen der Aufnahme in einer Familie maßgebend ist, steht es nicht zu den im Klagegrund erwähnten Bestimmungen im Widerspruch vorzusehen, dass das Gericht, wenn es mit einem Antrag auf Homologierung der Vereinbarungen befasst wird, die in den durch die Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügten Artikeln 387sexies und 387septies des Zivilgesetzbuches vorgesehen sind, die Homologierung nur verweigert, wenn die Vereinbarung im Widerspruch zu den Interessen des Kindes steht.

B.23.2. Unter Berücksichtigung des in B.23.1 Erwähnten ist der erste Teil des zweiten Klagegrunds unbegründet.

*Was Artikel 387octies des Zivilgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017, betrifft (zweiter Teil des Klagegrunds)*

B.24.1. Artikel 387octies, der durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017 in das Zivilgesetzbuch eingefügt wurde, bietet den Pflegeeltern die Möglichkeit, in Ermangelung einer in Artikel 387septies erwähnten Vereinbarung mit den Eltern oder dem Vormund beim Familiengericht die Übertragung der Befugnis zu erwirken, ebenfalls außerhalb von Dringlichkeitsfällen wichtige Entscheidungen in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und in Bezug auf die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes zu treffen.

B.24.2. In der Begründung der Abänderungsanträge, die der angefochtenen Bestimmung zugrunde lagen, ist angegeben:

« Cet article traite du transfert forcé de compétences. Il s'agit de la possibilité qu'ont les accueillants familiaux d'introduire une demande afin d'exercer davantage de compétences. Cela peut être le cas lorsqu'aucune convention ne peut être conclue entre les parents et les accueillants familiaux. La demande doit être communiquée à l'organe compétent en matière d'accueil familial car elle mentionne des informations sur les parties concernées, ainsi que l'extension des droits et des devoirs demandée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/002, p. 11);

« [Contrairement] à l'article précédent, il n'est pas question ici de l'homologation d'un accord, mais bien de l'absence d'accord. Il s'agit donc d'un désaccord entre les parents et les accueillants familiaux » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-0697/009, p. 17).

B.25.1. Die angefochtene Bestimmung bezieht sich auf die gleiche Übertragung von Befugnissen, die aufgrund von Artikel 387septies des Zivilgesetzbuches einvernehmlich zwischen den Pflegeeltern und den Eltern oder dem Vormund des Kindes vereinbart werden kann. Sie kann nämlich ganz oder teilweise wichtige Entscheidungen « in Bezug auf die Gesundheit, Erziehung, Ausbildung, die Freizeitbeschäftigungen und in Bezug auf die religiösen oder philosophischen Anschauungen des Kindes [...], mit Ausnahme der Rechte und Pflichten mit Bezug auf den Stand der Person des Kindes », betreffen.

B.25.2. Die angefochtene Bestimmung, die in Artikel 387*octies* des Zivilgesetzbuches eingefügt wurde, unterscheidet sich jedoch grundlegend von der Bestimmung, die in Artikel 387*septies* desselben Gesetzbuches eingefügt wurde, da sie in Ermangelung einer Einigung zwischen den Eltern oder dem Vormund und den Pflegeeltern angewandt wird und da sie es dem Richter ermöglicht, den Eltern gegen ihren Willen und ohne Dringlichkeit die zu ihrer elterlichen Autorität gehörende Befugnis zu entziehen, bestimmte oder sogar alle für das Leben ihres Kindes wichtigen Entscheidungen (mit Ausnahme der Rechte und Pflichten mit Bezug auf den Stand der Person) zu treffen.

B.26. Die angefochtene Maßnahme beinhaltet folglich einen sehr bedeutenden Eingriff in das Recht der betroffenen Eltern und des betroffenen Kindes auf Achtung des Familienlebens. Damit er als mit den im Klagegrund angeführten Bestimmungen vereinbar angesehen werden kann, muss dieser Eingriff in einer demokratischen Gesellschaft notwendig sein und im Verhältnis zum Ziel stehen. Der Begriff der Notwendigkeit im Sinne von Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention setzt das Vorhandensein eines zwingenden gesellschaftlichen Bedarfs und insbesondere die Verhältnismäßigkeit des Eingriffs zur rechtmäßigen Zielsetzung voraus (siehe unter anderem *Campbell*, vorerwähnt, § 44) (EuGHMR, 24. Mai 2018, *Laurent gegen Frankreich*, § 45).

B.27.1. Aus den Vorarbeiten geht in Bezug auf die allgemeine Absicht des Gesetzes hervor:

« L'objectif est de créer un statut qui fasse la clarté sur les droits et les devoirs des accueillants familiaux, en les habitant dès le début à prendre les décisions quotidiennes, mais aussi les décisions urgentes et nécessaires. En outre, les accueillants familiaux ont d'emblée la possibilité, moyennant l'accord des parents naturels, d'obtenir davantage de compétences. En l'absence d'accord au terme d'un an, ils peuvent saisir le juge, qui peut trancher dans l'intérêt de l'enfant. Un droit d'entretenir des relations personnelles est également accordé après un an de séjour de l'enfant placé chez les accueillants familiaux, de manière à ce que le lien qui les unit ne soit pas brusquement rompu » (*Doc. parl., Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/011, p. 3*).

Und auch:

« Nous souhaitons donner voix au chapitre aux parents d'accueil et leur fournir des instruments lorsque l'intérêt de l'enfant est menacé. Le droit au respect de la vie privée et familiale des parents doit être respecté dans ce contexte.

La proposition de loi vise à clarifier la situation des parents naturels, des parents d'accueil et des enfants placés dans le cas où il y a des discussions et des problèmes » (*Doc. parl., Chambre, 2015-2016, DOC 54-0697/001, p. 6*).

B.27.2. Artikel 387*quinquies* des Zivilgesetzbuches, der durch Artikel 7 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügt wurde, sieht vor, dass die Pflegeeltern während des Unterbringungszeitraums das Recht haben, alle täglichen Entscheidungen mit Bezug auf das Kind sowie wichtige Entscheidungen im Fall äußerster Dringlichkeit zu treffen. Artikel 387*septies* desselben Gesetzbuches, der durch Artikel 9 des Gesetzes vom 19. März 2017 eingefügt wurde, sieht vor, dass die Eltern oder der Vormund und die Pflegeeltern außerdem vereinbaren können, die Befugnis zu übertragen, bestimmte wichtige Entscheidungen in Bezug auf das Kind zu treffen. Diese beiden Bestimmungen ermöglichen es also, einerseits Klarheit über die Rechte und Pflichten der Pflegeeltern zu schaffen und andererseits die Organisation des täglichen Lebens des Kindes in der Pflegefamilie zu erleichtern.

B.27.3. Wie in B.20.1 erwähnt, kann zudem die Unterbringung eines Kindes außerhalb seiner Familie nur als eine außergewöhnliche, zu anderen Formen der Hilfe ergänzende Maßnahme angesehen werden, die von möglichst kurzer Dauer sein muss. Es ist von großer Bedeutung, die Beziehungen zwischen dem Kind und seinen Eltern während der Dauer seines Aufenthalts in einer Pflegefamilie aufrechtzuerhalten, wobei zu berücksichtigen ist, dass die übergeordneten Interessen des Kindes je nach den jeweiligen Umständen eines jeden Falls entsprechend ihrer Beschaffenheit und ihrer Ernsthaftigkeit Vorrang vor denjenigen der Eltern haben können. Daraus ergibt sich, dass es im Interesse des untergebrachten Kindes ist, dass seine leiblichen Eltern so weit wie möglich weiterhin an den wichtigen Entscheidungen in Bezug auf seine Erziehung beteiligt sind, um schnellstmöglich die Wiederausammenführung des Kindes mit seiner Familie zu ermöglichen. In dieser Hinsicht ist die angefochtene Bestimmung nicht auf besondere Umstände im Zusammenhang mit ihrer Beschaffenheit und ihrer Ernsthaftigkeit beschränkt.

B.27.4. Die angefochtene Bestimmung betrifft weder tägliche Entscheidungen (die durch die Pflegeeltern auf der Grundlage von Artikel 387*quinquies* des Zivilgesetzbuches getroffen werden können) noch dringliche Entscheidungen (*idem*), sondern wichtige Entscheidungen in Bezug auf seine Erziehung oder sein Vermögen, die nicht dringlich sind. In der angefochtenen Bestimmung ist die Übertragung der « Befugnis, wichtige Entscheidungen zu treffen » auf einer Reihe von Gebieten vorgesehen und nicht eine Übertragung, die sich auf eine bestimmte oder punktuelle Entscheidung bezieht.

B.27.5. Daraus ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung, die sich auf die Übertragung der Befugnis, eine oder mehrere Attribute der elterlichen Autorität auszuüben, bezieht, nicht mit ausreichenden Garantien versehen ist und das Recht auf Achtung des Familienlebens der Eltern und des untergebrachten Kindes in unverhältnismäßiger Weise verletzt.

B.28. Der Klagegrund ist in seinem zweiten Teil begründet. Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017 ist für nichtig zu erklären.

Um zu vermeiden, dass die Gültigkeit von Gerichtsentscheidungen angefochten wird, die auf der Grundlage der für nichtig erklärten Bestimmung ergangen sind, sind die Folgen von Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017 bis zur Veröffentlichung des vorliegenden Entscheids im *Belgischen Staatsblatt* aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 387*octies* des Zivilgesetzes, eingefügt durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. März 2017« zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Einführung eines Statuts für Pflegeeltern », für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung in Bezug auf ergangene gerichtliche Entscheidungen bis zur Veröffentlichung der vorliegenden Entscheids im *Belgischen Staatsblatt* aufrecht;

- weist die Klage unter Berücksichtigung des in B.23.1 Erwähnten im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 28. Februar 2019.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

F. Daoût